

**ARCHIVES DEPARTEMENTALES DE L'AUDE**

**SOUS-SERIE 5 K**

**CONSEIL DE PREFECTURE**

**Répertoire numérique**

**CARCASSONNE**

- 1 **Aigues-Vives.** – La veuve de Marc Séard, d'Aigues-Vives, contre la commune : revendication de terres figurant sur l'état des biens communaux (1788-1813) ; Louis Delong, de Badens, contre la commune : revendication d'un terrain pris par la commune pour y bâtir une maison d'école (an XII-1845) ; la commune contre les héritiers de l'ancien curé du village Fouret : réclamation de la somme de 400 livres qui avait été remise au curé pour les réparations de l'église (1806) ; Paul Cabanié, d'Aigues-Vives, contre la commune : revendication d'une vigne figurant sur l'état des biens communaux (1813) ; la commune contre le sieur Vergnes : demande d'exécution de promesse de vente d'une maison à Aigues-Vives pour installer le presbytère et l'école (1836-1837) ; Joseph Laure, boulanger, de Malves, contre la commune : demande de résiliation du bail qui lui avait été concédé pour le four communal (1871) ; la commune contre divers non identifiés : arrachage d'arbres au cimetière (1882) ; la commune contre les sieurs Bardy et Colombières : démolition d'une croix et arrachage d'un cyprès au cimetière (1884) ; Antoine Baleste, ingénieur-architecte à Carcassonne, contre la commune : réclamation d'honoraires dus pour les travaux du groupe scolaire (1894), 1788-1894.
- 2 **Ajac.** – La commune contre la commune de Monthaut : arrérages de rentes dues au bureau de bienfaisance (an XII) ; Jean Lacombe, agriculteur d'Ajac, contre la commune : revendication de pièces de terres figurant sur l'état des biens communaux (1806-1808) ; demande faite au conseil de préfecture de statuer sur le procès-verbal dressé par le maire de Chalabre contre Antoine et François Meliès, charpentiers d'Ajac, pour contravention à la police du roulage (1825) ; Isidore Gabelle, architecte à Couiza, contre la commune : réclamation d'honoraires dus pour les projets de deux fontaines (1896-1898) ; la commune contre Jacques Montagné et Jean Astre : demande de restitution d'une parcelle de terre (1897), an XII-1898.
- 3 **Alaigne.** – Jean Albarède, fontainier de Carcassonne contre la commune et Pierre Jammes, maçon de Limoux, adjudicataire de travaux pour la commune d'Alaigne : refus de payer des honoraires à Jean Albarède pour abandon des travaux dont il avait la charge (1840) ; bureau de bienfaisance d'Alet : demande de radiation d'une inscription d'hypothèque prise au bureau des hypothèques de Limoux à son profit pour sûreté d'une rente que Jean-Paul Balaye, ancien maréchal ferrant, demeurant à Escueillens et feu Pierre Balaye, son père, sont tenus de lui servir (1850-1851) ; Antoine Roudière, Jean Boyer et les héritiers Gaxieu contre la commune : demande de radiation des inscriptions hypothécaires prises contre eux pour sûreté des rentes qu'ils servent au bureau de bienfaisance (1850-1880) ; Théophile Boyer, d'Alaigne, contre la commune : demande de rachat de rente qu'ils doivent au bureau de bienfaisance (1852-1883) ; J. Vié, entrepreneur de Limoux, contre la commune : demande de résiliation de son adjudication et réclamation du paiement de ses honoraires pour les travaux faits à la maison d'école (1867-1868) ; Marie Bourgès, Marie, Albine et Antoinette Gaxieu, d'Alaigne, contre la commune : demande d'indemnité pour réparation des dommages subis à la suite des travaux faits sur la place publique (1878-1880), 1840-1883.
- 4 **Alairac.** – La fabrique de la paroisse contre le sieur Joulia, propriétaire, d'Alairac : réclamation du paiement des arrérages d'une rente de deux setiers de blé (1813-1814) ; la commune contre Paul et Antoine Maymou frères, propriétaires, d'Alairac : usurpation d'une partie d'un chemin rural (1871-1878) ; Jacques Raynaud, entrepreneur à Caux et Sauzens, adjudicataire des travaux pour les fontaines publiques d'Alairac, contre la commune : réclamation du solde dû pour les travaux (1879-1884) ; Philomène Serny, veuve Ormières, contre la commune : revendication d'un terrain (1880) ; la vicomtesse Fornier de Clauselle, propriétaire, d'Alairac, contre François Bigorre, entrepreneur de travaux publics à Montréal : réclamation d'une indemnité pour les dommages causés et pour la remise en état

des carrières de Jouarres suite à l'agrandissement exagéré de l'excavation pour l'extraction de gravier (1899-1900) ; la commune contre J.-B. Fauré, horloger à Carcassonne rue Barbès : demande d'exécution des engagements qu'il a pris concernant l'entretien de l'horloge publique (1900-1901) ; la commune contre Antoine Alibaud bûcheron d'Alairac, Clotilde Crausse et la demoiselle Cantalou d'Alairac : usurpation de terrain communal (1902) ; Philomène Serny, veuve Ormières, contre la commune : contestation d'un arrêté d'alignement et revendication de parcelles de terrains (1902-1903), 1813-1903.

- 5 **Albas.** – La commune contre divers habitants de Villesèque-des-Corbières : revendication d'une aire à dépiquer dont ils jouissent en indivis cédé à la Caisse d'amortissement (1814) ; le marquis Claude Georges Hyppolite Davisard, de Paris, contre les communes de Talairan et Albas : revendication de la forêt d'Albas et autres biens cédés par la commune de Talairan à la Caisse d'amortissement et prévus à la vente ; la commune contre divers habitants des communes de Cascastel-des-Corbières et Villeneuve-les-Corbières : usurpation de terrains communaux (1852) ; la commune contre divers acquéreurs de vacant communaux : demande de limitation du droit de dépaissance et de lignirage (1856) ; Alcide Miquel, propriétaire d'Albas, contre la commune : réclamation du paiement du loyer de la maison louée pour loger le curé (1903) ; la commune contre Mme Tisseyre demeurant à Paris et propriétaire à Albas : demande de réparations ou de démolition d'un immeuble menaçant ruine (1913) ; François Abet, ouvrier mineur à Albas, contre la commune : demande d'indemnités pour dommages causés à la suite de la construction d'un caniveau (1914-1915), 1814-1915.
- 6 **Albières.**– Pierre Villefranque, marchand d'Albières contre la commune : revendication de terres figurant sur l'état des biens communaux (1806-1814) ; Barthélémy Amiel et autres propriétaires d'Albières contre la commune : revendication de terres figurant sur l'état des biens communaux (1806-1814) ; Barthélémy Rigaud, cultivateur d'Albières contre la commune : revendication de terres figurant sur l'état des biens communaux (1807-1814) ; Jean-Pierre Alquier, propriétaire d'Albières, contre la commune : revendication de terres figurant sur l'état des biens communaux (1807-1814) ; Paul et Marianne Sauvère, sa sœur, propriétaires de Fourtou et la commune d'Arques contre la commune : demande de maintien du droit de pacage et revendication de terres (1826-1827) ; la commune contre la commune de Fourtou : revendication de terres (1830-1831) ; la commune contre 17 personnes : revendication de terres figurant sur l'état des biens communaux (1832) ; la commune contre cinq personnes : revendication de terres figurant sur l'état des biens communaux (1838) ; la commune contre Jean Magna dit Bessou, d'Albières : revendication de terres figurant sur l'état des biens communaux (1838-1840) ; la commune contre Alexis Busquet, d'Auriac : revendication de terres figurant sur l'état des biens communaux (1840-1842) ; la commune contre Jean Guichou, propriétaire de Fourtou : revendication de terres figurant sur l'état des biens communaux (1843-1844) ; la commune contre Magna dit Bessou : revendication de terres (1844) ; la commune contre la commune d'Arques et Paul Pons, de Fourtou : revendication de terrain (1846) ; la commune contre Jean-Baptiste Pons de Fourtou, Elisabeth Pons sa sœur et François de Stadieu de Montsérét : revendication de terrains (1866) ; Barthélemy Amiel, agriculteur, contre la commune : réclamation des sommes qui lui sont dues pour les recherches des terrains communaux qu'il a effectuées (1864) ; la commune contre Jacques Villefranque et François Burgat d'Albières : revendication de terrains (1881) ; Pierre Doutre, d'Albières contre la commune : revendication de terres figurant sur l'état des biens communaux (1882) ; la commune contre l'Etat, l'administration forestière : revendication de terres (1885), 1806-1885.
- 7 **Alet** – La commune contre les sieurs Rouch, Signorel et autres : dégradation du mur de la ville (an X-XI) ; l'hospice civil de la commune contre des débiteurs de rentes : réclamation des sommes dues au bureau de bienfaisance (an XII) ; Jacques Dellac, chirurgien d'Alet, contre la commune : revendication de terres figurant sur l'état des biens communaux (1808-1809) ; Dominique Signorel, domicilié à Saint-

Girons dans l'Ariège, contre la commune : revendication de terres figurant sur l'état des biens communaux (1808-1810) ; Jean-Baptiste Saunière contre la commune : revendication de terres figurant sur l'état des biens communaux (1810-1814) ; le sieur Meunier et huit pétitionnaires contre la commune : revendication de terres figurant sur l'état des biens communaux (1810-1814) ; Hyacinthe Biscaye contre la commune : revendication de terres figurant sur l'état des biens communaux (1814) ; Michel Menier contre la commune : obstruction du passage menant au grand bassin de la fontaine publique (1818-1819) ; l'Etat (Direction générale de l'enregistrement des domaines et des forêts) contre Jean-Pierre Larade, d'Alet, acquéreur de biens communaux : réclamation du dernier tiers du prix de l'adjudication (1818-1819) ; la commune contre le sieur Bruno, fondateur, et Cie : demande d'autorisation de construire et d'exploiter un four à chaux (1821) ; l'Etat (administration des Ponts et chaussées) contre le sieur Bernard, propriétaire des bains d'Alet, demeurant à Carcassonne : contravention aux lois et règlements en matière de grande voirie pour empiètement sur la route nationale n°138 d'Albi en Espagne (1821-1822) ; la commune contre le sieur Blanchet : demande de bornage des vacants communaux (1829) ; la commune contre Elisabeth Prax, veuve Biscaye, et ses enfants : coupe abusive d'arbres au bord du canal de la fontaine publique (1831) ; la fabrique de la paroisse contre Bernard Guilhem, menuisier de Couiza, et autres débiteurs : réclamation d'arrérages de rentes dues au conseil de fabrique (1834) ; la commune contre Pierre Seirié de Terroles : usurpation de terrains communaux (1839-1840) ; la commune : demande de limitation de l'inscription hypothécaire qui avait été prise contre le sieur Seignorel, de Saint-Girons (1840) ; Jean Blanchet de Conilhac-de-la-Montagne contre la commune : revendication de terres figurant sur l'état des biens communaux (1841) ; Jean Marre de Véraza, contre la commune : revendication de terres figurant sur l'état des biens communaux (1843) ; la commune contre Alexandre Loubet, notaire, demeurant à Alet : délit de grande voirie pour empiètement sur les talus de la route royale n°118 d'Albi en Espagne (1843-1844) ; Blanchet fils aîné, de Conilhac-de-la-Montagne, contre la commune : revendication de terrain figurant sur l'état des biens communaux (1844) ; la commune contre le sieur Cabou fils cadet, aubergiste d'Alet : contravention de grande voirie pour des travaux illégaux faits dans le lit de la rivière (1854-1855) ; la commune contre Philippe Rougé, marchand de bois de chauffage et Jeanne Brutinel, son épouse, d'Alet : usurpation d'une partie de l'esplanade communale (1854) ; la commune contre Maxime Jaloux, négociant d'Alet : usurpation d'une partie d'un chemin communal (1862-1864) ; Baptiste Debatène, serrurier mécanicien de Quillan, contre la commune : réclamations d'honoraires pour les réparations de l'horloge communale (1866) ; Etienne Marsan, conducteur de voitures de Limoux à Quillan, contre la commune : demande de relève pour un jugement rendu contre son fils condamné coupable de blessures envers Romain Laffite de Couiza et demande de condamnation de la commune pour faute (1871-1872) ; Célestin Mandoul cadet agriculteur, Jean Fabié agriculteur et Catherine Bastide, débiteurs solidaires, d'Alet, contre la commune : demande de main levée de l'inscription hypothécaire prise au profit du bureau de bienfaisance pour la rente constituée par eux (1874-1875) ; François Cubat, entrepreneur de travaux, adjudicataire des travaux de rechargement de la chaussée de la route nationale n°118, contre l'administration des Ponts et Chaussées : demande de résiliation de contrat et des frais occasionnés (1874-1878) ; Louis et François Reffre frères contre la commune : demande de main levée de l'inscription hypothécaire prise au profit du bureau de bienfaisance pour la rente constituée par Paul Reffre (1875-1876) ; l'Etat (ministère de l'Intérieur et des Cultes) contre le sieur Pagez, maire d'Alet : plainte pour mauvaise gestion financière de la commune (1880) ; Auguste Varène, fabricant de tuyaux en poterie à Bollène dans le Vaucluse, contre la commune : réclamation du solde dû pour les travaux et fournitures de construction des fontaines publiques (1880) ; Jean Caissac, entrepreneur de travaux à Céprie, adjudicataire des travaux pour la construction du pont dit « du Cagné », contre l'administration vicinale du département : réclamation du solde dû pour les travaux (1883-1887), an X-1887.

l'administration départementale : demande de remboursement d'une somme que le tribunal civil de Limoux l'a condamné à payer au sieur Saunière, victime d'un accident de travail pendant les travaux de construction du chemin d'intérêt commun n°70 (1882-1889) ; La commune contre la Compagnie fermière des établissements thermaux : revendication de droits d'usage ([1834]-1883) ; la commune contre la Compagnie propriétaire des eaux thermales : prise d'eau sans autorisation sur le canal d'amenée des eaux de la source communale du Théron (1883) ; le sieur Protais, marchand de papiers peints à Carcassonne, contre la commune<sup>1</sup> : demande de paiement d'une somme pour fournitures faites à l'occasion de la fête du 14 juillet (1883) ; la compagnie générale d'eaux minérales et de bains de mer propriétaire de l'établissement thermal des bains d'Alet contre la commune : demande de réglementation du droit que la commune et les habitants d'Alet ont de puiser dans la source (1884)<sup>2</sup> ; le bureau de bienfaisance d'Alet : demande de mainlevée d'une inscription prise au bureau des hypothèques de Limoux à son profit pour sûreté d'une rente que Célestin Biscaye, limonadier, est tenu de lui servir (1884) ; Paul Bousrez, imprimeur à Tours, contre la commune : réclamation d'une somme due pour la fourniture d'imprimés (1884) ; Auguste Pallu, syndic de la faillite de Jean-Théophile Crambes entrepreneur de travaux publics à Rouvenac, contre la commune : réclamation du paiement du solde dû pour la construction des chemins vicinaux n°4 et 5 (1885) ; Constans frères, marchands de fer, contre la commune : réclamation de sommes dues pour diverses fournitures (1885) ; Honoré Zappa contre la commune<sup>3</sup> : demande de paiement d'une somme pour les fournitures d'un feu d'artifice le 14 juillet (1885) ; les sieurs Violet et Berthier, artificiers, domiciliés à Montoux (Vaucluse), contre la commune : réclamation des sommes dues pour un feu d'artifice et pour les frais d'un mandat impayé (1885-1886) ; Auguste Pallu, syndic de la faillite de Jean-Théophile Crambes entrepreneur de travaux publics à Rouvenac, contre la commune : demande de paiement d'une somme due (1886) ; la commune : demande d'autorisation de relever appel d'un jugement prononcé contre elle par le tribunal civil de Limoux, relatif à la réglementation du droit d'usage des eaux de la buvette minérale de l'établissement thermal (1886) ; la commune : demande faite pour l'autoriser à se pourvoir en cassation contre le jugement du tribunal civil de Limoux déjà mentionné (1886) ; Léopold Petit, architecte à Carcassonne, contre la commune : réclamation d'honoraires pour l'exécution de plans et croquis d'étude de l'établissement thermal (1886) ; le sieur Cazaux, domicilié à Paris, directeur du journal *Le Monde thermal* : demande de la mise en cause de la commune d'Alet dans l'instance que la Compagnie générale d'eaux minérales et de bains de mer, propriétaire d'un établissement thermal à Alet, a engagée contre lui (1886) ; Rose Rougé veuve Bernard, Marie Bernard sa fille, Joséphine Bernard veuve Martignoles, Baptiste Bernard, tous d'Alet, contre la commune : demande d'indemnité pour un terrain exproprié (1886-1888) ; la commune : demande d'autorisation de relever appel d'un jugement prononcé contre elle par le tribunal civil de Limoux, relatif aux héritiers Bernard ; la commune : demande d'autorisation d'ester en justice pour la restitution d'un terrain communal (1888) ; la commune contre Marius Pagès, ancien maire : demande de restitution d'une étiquette déposée au greffe du tribunal de commerce de Limoux appartenant à la commune (1888) ; la commune contre les sieurs Pagès et Cazaux ou leurs concessionnaires : demande d'interruption des travaux concernant la source communale des eaux chaudes (1886-1888) ; la commune d'Alet contre la commune de Limoux, ville concessionnaire d'une prise d'eau à la source du Théron moyennant une rente annuelle et perpétuelle et tous les travaux d'entretien : demande d'achèvement des travaux de la source du Théron dans un délai de deux mois et réclamation de la redevance due pour les années 1888-1889, demande de résiliation de la concession en cas de refus (1890-1891) ; Louis Bonnereau, cultivateur d'Alet, contre la commune de Limoux : demande d'expertise pour évaluer les dommages causés à sa maison par des infiltrations d'eau dues aux travaux réalisés par la ville de Limoux (1891) ; la commune : demande de pourvoi

---

<sup>1</sup> Ce dossier a été trouvé vide.

<sup>2</sup> Ce dossier a été trouvé vide.

<sup>3</sup> Ce dossier a été trouvé vide.

par la voie de la tierce opposition contre l'arrêt de la cour de Montpellier prononcé dans l'affaire Cazaux-Pagès (1892) ; la commune : demande d'autorisation pour engager une action contre la commune de Limoux concernant les annuités dues pour la concession des eaux de la source communale du Théron (1892) ; la commune : demande d'autorisation de se joindre à l'instance en appel formée par Arnaud et Henri Cazaux frères, journalistes à Paris, contre le jugement du 5 janvier 1894 rendu par le juge de paix de Limoux (1894) ; la commune contre la commune de Limoux : demande de constat des dommages subis par faute de la ville de Limoux lors des travaux de canalisation des eaux du Théron (1894) ; la commune contre la commune de Limoux : condamnation à faire le captage des eaux de la source du Théron, les réparations des conduites, et à payer une somme pour dommages et intérêts (1895) ; le conseil de fabrique de l'église contre les héritiers de Paul Bonnel, Raymond dit Barbaza de Véraza, les propriétaires de la métairie de Caramille (commune d'Alet) : réclamation du paiement de sommes dues (1896) ; Antoine Doutre, boulanger, d'Alet, contre la commune : demande de résiliation de son marché (quatrième lot) concernant les droits de pêche et de chasse dans la rivière d'Aude (1901-1902) ; Louis Vezinet, cultivateur d'Alet, contre la commune : demande d'indemnités pour dommages et intérêts à la suite d'un accident dont il a été victime alors qu'il était chargé par la commune de tirer des salves d'artillerie le 14 juillet (1903) ; la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique contre la commune d'Alet : demande de condamnation pour exécution illicite des œuvres des membres de la Société (1904) ; la commune contre la Compagnie générale d'eaux minérales et de bains de mer, domiciliée à Paris : réclamation du droit d'usage personnel pour les habitants de l'eau de la « Source buvette » et du libre accès pour aller à la source (1904) ; Georges Delmas, ingénieur des arts et manufactures à Montpellier, contre la commune d'Alet : réclamation des frais et honoraires dus pour une expertise à l'occasion de l'installation de l'électricité dans la commune (1904-1906), [1834] 1882-1904.

- 9 **Alzonne** - François Cau, cultivateur d'Alzonne, acquéreur du domaine de Gabachou (terroir de Bram) contre Marie-Thérèse Sapte, veuve Larroquan, de Toulouse, et Simon Rataboul, meunier et fermier du moulin de Villeslisses : contestation pour un chemin de service (an VII-an XI) ; Claire Malras, veuve Faral, d'Alzonne, contre l'administration des Domaines : revendication d'une pièce de terre (an VIII-1806) ; Marie-Thérèse Sapte, veuve Larroquan, de Toulouse, contre Barthélémy Ouradou de Montolieu, Hyacinthe Robert de Carcassonne, Joseph Planchettes cadet d'Alzonne, François Cau agriculteur d'Alzonne, Dominique Gelis de Carcassonne, et Bernard Barthe, agriculteur de Roubia : demande d'annulation de la vente par adjudication des biens de feu Henry Sapte (an XI) ; Louis Cau, négociant, propriétaire d'une partie de la métairie de Camigne, contre la commune : protestation à la suite de l'enlèvement d'un tertre semé de maïs pour faire passer la procession des rogations (1806-1807) ; le directeur de l'Enregistrement et des Domaines : demande de décharge pour les droits de patentes non recouverts au bureau d'Alzonne en raison de l'insolvabilité des redevables des ans V à IX (1810) ; la commune : demande d'autorisation pour le conseil de fabrique de vendre une église abandonnée, ancienne paroisse Saint-Rome (1817-1821) ; la fabrique de l'église contre Jean Léguevaques cadet, d'Alairac : revendication de rente due (1829) ; la commune contre les frères Martin de Montolieu : demande de paiement de la rente constituée au profit de la commune (1842-1845) ; la Compagnie du Canal du Midi contre Ambroise François Monchal, notaire à Alzonne, François Gelis, propriétaire à Alzonne, et Jean Falgous, propriétaire à Villesèquelande : contravention de grande voirie pour empiètement sur les francs-bords (1847-1849) ; la Compagnie du Canal du Midi contre Ambroise François Monchal, notaire à Alzonne : usurpation de terrain sur la propriété du Canal<sup>4</sup> (1853-1855) ; la Compagnie du Canal du Midi contre Philippe Salvaire et Raymond Arnaud, domestiques d'Henri Edmond Vialatte, propriétaire de la métairie de Gabachou : contravention de grande voirie pour dégradations causées par le passage de deux charrettes attelées de bœufs sur le chemin de halage (1854-1855) ; la commune : demande de radiation d'une inscription hypothécaire

---

<sup>4</sup> Plan de la retenue de Béteille.

prise pour sûreté de rente (1857) ; Jacques Roger, d'Alzonne, contre la Compagnie des chemins de fer du Midi : demande d'indemnité pour dommages causés à sa propriété (1857-1858) ; Victor Marty contre la Compagnie des chemins de fer du Midi : demande d'indemnité pour dommages causés à sa propriété (1858) ; dame Baptiste Roger, née Pauline Sales, d'Alzonne, contre la Compagnie des chemins de fer du Midi : demande d'indemnité pour dommages causés à sa propriété (1858) ; Raymond Roger, d'Alzonne, contre la Compagnie des chemins de fer du Midi : demande d'indemnité pour emprunt de déblais (1858), **an VII-1858**.

- 10 **Alzonne** – Jean Salles fils, ancien maître de poste à Alzonne, contre la Compagnie des chemins de fer du Midi : demande d'indemnité pour enlèvement de terre (1858-1859) ; Jacques Colombier, plâtrier, d'Alzonne, contre la Compagnie des chemins de fer du Midi : réclamation pour supplément de contenance de terrain pris par la Compagnie des chemins de fer ([1856] 1859-1860) ; Léopold Lassalle, d'Alzonne, contre la Compagnie des chemins de fer du Midi : demande d'indemnité pour dommages causés (1859-1860) ; Bernard Ouradou, d'Alzonne, contre la Compagnie des chemins de fer du Midi : demande d'indemnité pour enlèvement de terre et dommages causés à sa propriété ([1857] 1859-1861) ; la veuve et les héritiers Teisseire, d'Alzonne, contre la Compagnie des chemins de fer du Midi : demande d'indemnité pour occupation temporaire de terrains (1859-1860) ; la commune : demande de mainlevée de l'inscription hypothécaire pour sûreté d'une rente servie par Auguste Sales, d'Alzonne, au bureau de bienfaisance à la suite du rachat de la rente (1865) ; Ernest Deville, propriétaire d'Alzonne, contre François Chauzy, entrepreneur des travaux de reconstruction du pont d'Alzonne : demande du règlement d'indemnités pour emprunts de terre lors des travaux (1869-1872) ; la commune : demande d'autorisation de se porter défendeurs contre Léopold Lassalle dans l'instance qu'il a engagée pour des dommages dus à des infiltrations d'eau provenant de la maison d'école (1872) ; Hélène Pauchon et Gustave Pauchon, demeurant à Paris, ingénieur des arts et manufactures, propriétaires d'une usine servant à la fabrication du gaz acétylène à Alzonne, contre la commune : demande de paiement du gaz produit pour l'éclairage communal (1897-1905) ; Jean-Baptiste Birot, entrepreneur adjudicataire des travaux de réfection de l'église et du clocher d'Alzonne, demeurant à Maquens, contre la fabrique de l'église : demande de paiement du solde des travaux effectués (1909-1910) ; Désiré Ouradou, d'Alzonne, contre la commune : demande de dommages et intérêts causés par des infiltrations provenant des eaux de la maison d'école (1908-1910), [1856], **1858-1910**.
- 11 **Antugnac** – Guillaume Fontvieille, Antoine Antech, Sernin Bousquet, Charles Rougé, Anselme Cuguillere, Jacques Baron, Marion Fourié, Victor Raynaud, François Pierre Siau, d'Antugnac, contre la commune : revendication de terres figurant sur l'état des biens communaux (1806-1807) ; Sernin Bousquet, d'Antugnac, et Michel Calmel, de Luc-sur-Aude, contre la commune : revendication de terres usurpées par la commune (1807-1814) ; la dame de Béon, contre la commune : revendication de terres figurant sur l'état des biens communaux (1809-1810) ; la commune, contre Paul Raynaud, d'Espéras : usurpation de terrains communaux (1820-1821) ; le bureau de bienfaisance, contre le conseil de fabrique : demande de résiliation du bail d'une partie de la maison presbytérale (donnée au bureau de bienfaisance) illicitement consenti par la commune au conseil de fabrique (1897), 1806-1897.
- 12 **Aragon** – Le sieur Magé, propriétaire du domaine de Cabrol à Aragon, contre la commune : revendication de terres figurant sur l'état des biens communaux (1806-1808) ; Pierre Artoul, agriculteur de Ventenac, Jean-Pierre Cassagnol, agriculteur d'Aragon, Barthélemy Andrieu, propriétaire de la commune, contre la commune : demande de révision de la taxation de leurs parcelles ou de leurs contenances (1806-1808) ; Joseph Fabre, notaire de Cuxac-Cabardès, contre la commune : revendication de la propriété d'une bâtisse construite sur des terres inscrites sur l'état des biens communaux<sup>5</sup> (1806-1810) ; Marie Oustric, veuve de Pierre Albert,

---

<sup>5</sup> Extrait du registre pour la reconnaissance des terrains communaux usurpés ou non, dans la commune d'Aragon.

d'Aragon, contre la commune : demande de radiation de deux parcelles inscrites au registre des biens communaux (1806-1813) ; la commune d'Aragon : demande de diminution du prix des baux des biens communaux cédés à la Caisse d'amortissement et de maintien du droit de compascuité sur ces biens (1813) ; Jean-Pierre Sallin, marchand bijoutier de Carcassonne, propriétaire du domaine de Bancalis à Aragon, contre la commune : revendication d'une parcelle inscrite sur l'état des biens communaux ([1791] 1806-1815) ; Jean Escande, brassier de Villegailhenc, Jean-Baptiste Esperou, cultivateur de Villegailhenc, contre la commune : demande pour conserver la jouissance de pièces de terre (1807-1808) ; Jean Molinier, agriculteur, d'Aragon, contre la commune : revendication de terres figurant sur l'état des biens communaux (1808) ; Joseph Magé, propriétaire du domaine de Cabrol à Aragon, contre la commune : revendication de terres figurant sur l'état des biens communaux (1808-1809) ; Jean Estève, de Montolieu, propriétaire du domaine Pech-Marie à Aragon, contre les communes de Fraisse-Cabardès et Aragon : revendication de terres appartenant au domaine de Pech-Marie<sup>6</sup> (1808-1810) ; Pierre Combes, marchand droguiste de Carcassonne, contre la commune : demande de révision d'une rente foncière (1808-1813) ; Pierre Cassagnol, tisseur de draps de Fraisse-Cabardès, et Joachim Huc de Fraisse-Cabardès, contre la commune : demande d'être maintenus en jouissance de terrains communaux moyennant le paiement d'une rente (1809-1810) ; Louis Averoux, agriculteur d'Aragon, contre la commune : revendication de terres figurant sur l'état des biens communaux (1810) ; Jean Durand, cultivateur d'Aragon, contre la commune : demande de révision de la rente servie pour la jouissance d'un bien communal et de remboursement du trop perçu par la commune (1810) ; Pierre Albarel vieux, cultivateur d'Aragon, contre la commune : demande de révision de la rente versée et de remboursement du trop perçu par la commune (1810) ; Clément Aribaud, agriculteur de Fraisse-Cabardès, contre la commune : revendication de terres figurant sur l'état des biens communaux (1810-1813) ; Marc-Antoine Belloc, d'Aragon, contre le sieur Estève, propriétaire du domaine de Pech-Marie, tanneur de Montolieu et la commune : revendication de la propriété d'un champ à la suite de la vente de biens communaux cédés à la Caisse d'amortissement (1811-1823) ; Vital Rassié, agriculteur d'Aragon, contre la commune : revendication de terres figurant sur l'état des biens communaux (1812-1813) ; Pierre Polère, imprimeur de Carcassonne, contre la commune : revendication de terres figurant sur l'état des biens communaux (1813) ; Jean Combes jeune, brassier d'Aragon, contre la commune : revendication de terres figurant sur l'état des biens communaux et demande de remboursement des rentes payées indûment (1813) ; Gabriel Bêteille agriculteur d'Aragon, André Escourrou fils agriculteur de Villardonnel, Antoine Amiel propriétaire d'Aragon, Jacques Cesac propriétaire d'Aragon, contre la commune : revendication de terres figurant sur l'état des biens communaux (1813) ; Jean Cals de Fontiers-Cabardès contre Pierre Roux, agriculteur d'Aragon : revendication de la propriété de trois journaux de vigne à la suite de la vente de biens communaux cédés à la Caisse d'amortissement ([1811] 1815-1819) ; Vital Rassié, propriétaire d'Aragon, contre Jean Rives, jardinier, : contestation de propriété d'une parcelle (1817-1820) ; le percepteur d'Aragon contre Maurel, avoué à Carcassonne : rejet d'une opposition formée par le sieur Maurel au commandement de payer une contribution pour une propriété à Aragon (1838) ; la commune, contre Jean Bastide, meunier : demande d'autorisation pour intervenir dans l'instance engagée contre Jean Cayrol, cultivateur, à propos d'un terrain donné à ferme par la commune (1839-1840) ; la commune contre la commune de Fraisse-Cabardès : demande d'autorisation de plaider en appel du jugement du tribunal civil de Carcassonne au sujet de droits d'usages (1840) ; la commune contre Emile Martin, géomètre à Narbonne : demande d'autorisation de plaider pour obtenir le remboursement de contributions payées par la commune (1852) ; la commune contre Antoine Bêteille d'Aragon : demande d'autorisation de plaider en défense contre Antoine Bêteille qui revendique la propriété de terrains communaux (1854-1862) ; la commune contre Antoine Escande jeune, géomètre d'Olonzac : demande d'autorisation de plaider en défense contre Antoine Escande réclamant le paiement d'honoraires pour le

---

<sup>6</sup> Plan du domaine de Pech-Marie.



projet de construction de la maison d'école (1856) ; la commune contre Antoine Béteille d'Aragon : demande d'autorisation de plaider en défense contre Antoine Béteille réclamant le remboursement d'une plus-value donnée par lui à des terrains communaux (1863) ; la commune contre Barnabé Béteille d'Aragon : demande d'autorisation de plaider contre Barnabé Béteille pour le contraindre à démolir un escalier gênant la circulation sur la voie publique (1864) ; la commune d'Aragon contre le vicomte d'Ouvrier de Villegly, général d'artillerie en garnison à Lyon, propriétaire du domaine de Garrilles à Aragon, les sieurs Cazaben de Pennautier et Sabatier, géomètre à Montréal : demande d'autorisation de plaider en défense contre le vicomte d'Ouvrier réclamant la propriété d'une pièce de terre inscrite sur l'état des biens communaux (1864-1865) ; Bernard Lagarde, entrepreneur de travaux à Pezens, contre la commune : réclamation du solde dû pour les travaux effectués sur le chemin vicinal n°4 (1874) ; Alexis Laffon, géologue à Villalier, contre la commune : réclamation d'honoraires de travaux (1883-1886) ; Louis Bastide, meunier à Aragon, contre la commune : demande d'autorisation pour la commune de plaider en défense contre Louis Bastide réclamant la restitution d'un terrain (1890) ; Elie Gau, instituteur à Aragon, contre la commune : demande du paiement de la somme due pour la levée et la confection de plans de terrains destinés à l'édification d'un groupe scolaire (1892-1893)<sup>7</sup> ; Louis Albard, maçon à Aragon, contre la fabrique de l'église : demande du paiement des travaux effectués dans la sacristie (1893-1894) ; Marie-Louise Garrigues, épouse de Clément Batut contre le préfet de l'Aude : demande d'indemnisation pour les dommages causés à ses terres par des animaux faute d'avoir pu obtenir l'autorisation préfectorale de destruction d'animaux nuisibles (1915-1916), Jean Durand, propriétaire à Aragon, contre la commune : demande de remise en état de sa propriété à la suite d'un éboulement de terrains communaux et de dommages et intérêts (1922), 1806-1922.

- 13 **Argeliers.** - Thomas Mas, brassier d'Argeliers, contre la commune : demande de reclassement en vigne d'une parcelle communale dont il jouit que les commissaires chargés de la recherche des biens communaux usurpés ont rendu à la dépaissance ([1791] 1806-1808) ; Marc Cabanes d'Argeliers contre la commune : revendication d'une parcelle inscrite sur l'état des biens communaux ([1770] 1806-1808) ; Jean Marcouire contre la commune : revendication d'une parcelle inscrite sur l'état des biens communaux ([1770] 1806-1807) ; Pierre Cavailès, propriétaire d'Argeliers, contre la commune : revendication d'une parcelle inscrite sur l'état des biens communaux ([1770] 1806-1807) ; Joseph Fil, propriétaire d'Argeliers, contre la commune : : revendication d'une parcelle inscrite sur l'état des biens communaux (1806-1807) ; Marianne Cabrol, veuve d'Aimé Boussonnel d'Argeliers, contre la commune : revendication d'une parcelle inscrite sur l'état des biens communaux (1806-1807) ; Antoine Marcouire contre la commune : : revendication d'une parcelle inscrite sur l'état des biens communaux (1806-1807) ; Vincent Mas d'Argeliers contre la commune : revendication d'une parcelle inscrite sur l'état des biens communaux (1806-1807) ; Pierre Cèbe contre la commune : revendication d'une parcelle inscrite sur l'état des biens communaux (1806-1807) ; Pierre Laux, propriétaire d'Argeliers, contre la commune : revendication d'une parcelle inscrite sur les biens communaux d'Argeliers (1806-1807) ; Jean Guarriguenc, maréchal-ferrant d'Argeliers, contre la commune : revendication d'une parcelle inscrite sur l'état des biens communaux (1806-1807) ; Pierre Paule fils, propriétaire d'Argeliers, contre la commune : revendication d'une parcelle inscrite sur l'état des biens communaux (1806-1807) ; Jacques Rouquié dit Grillet contre la commune : revendication d'une parcelle inscrite sur l'état des biens communaux (1806-1807) ; Joseph Cabanes contre la commune : revendication d'une parcelle inscrite sur l'état des biens communaux (1806-1807) ; Veuve Balmie contre la commune : revendication d'une parcelle inscrite sur l'état des biens communaux (1806-1807) ; Baptiste Combes contre la commune : revendication d'une parcelle inscrite sur l'état des biens communaux (1806-1807) ; Joseph Laur, propriétaire d'Argeliers, contre la commune : revendication d'une parcelle inscrite sur l'état des biens communaux (1806-1807) ; Joseph Calas contre

---

<sup>7</sup> Plans représentant l'expropriation pour la construction du groupe scolaire.

la commune : revendication d'une parcelle inscrite sur l'état des biens communaux (1806-1807) ; Joseph Cabanes dit Labat contre la commune : revendication d'une parcelle inscrite sur l'état des biens communaux (1806-1807) ; Joseph Montagné, propriétaire d'Argeliers, contre la commune : revendication d'une parcelle inscrite sur l'état des biens communaux (1806-1807) ; Jean Guarriguenc, fils de Pierre, d'Argeliers, contre la commune : revendication d'une parcelle inscrite sur l'état des biens communaux (1806-1807) ; Pierre Laur contre la commune : revendication d'une parcelle inscrite sur l'état des biens communaux (1806-1807) ; Pierre Mas, propriétaire d'Argeliers, contre la commune : revendication d'une parcelle inscrite sur l'état des biens communaux (1806-1807) ; Joseph Fil, propriétaire d'Argeliers, contre la commune : revendication d'une parcelle inscrite sur l'état des biens communaux (1806-1807) ; André Blanc contre la commune : revendication d'une parcelle inscrite sur l'état des biens communaux (1806-1807) ; Etienne Guarrigenc, maréchal à forge d'Argeliers, contre la commune : revendication d'une parcelle inscrite sur l'état des biens communaux (1806-1807) ; la veuve de Pierre Cauquil contre la commune : revendication d'une parcelle inscrite sur l'état des biens communaux (1806-1807) ; Jeanne Blanc, épouse Martrou, contre la commune : revendication d'une parcelle inscrite sur l'état des biens communaux (1806-1807) ; Pierre Albert contre la commune : revendication d'une parcelle inscrite sur l'état des biens communaux (1806-1807) ; François Charrau, maçon d'Argeliers, contre la commune : revendication d'une parcelle inscrite sur l'état des biens communaux (1806-1807) ; François Matrou, propriétaire d'Argeliers, contre la commune : revendication d'une parcelle inscrite sur l'état des biens communaux (1806-1807) ; Henry Payras contre la commune : revendication d'une parcelle inscrite sur l'état des biens communaux (1806-1807) ; Jean Cabanes, tailleur d'Argeliers, contre la commune : revendication d'une parcelle inscrite sur l'état des biens communaux (1806-1807) ; Jacques Rouqué d'Argeliers contre la commune : revendication d'une parcelle inscrite sur l'état des biens communaux (1806-1807) ; Etienne Combes, propriétaire d'Argeliers, contre la commune : revendication d'une parcelle inscrite sur l'état des biens communaux (1806-1807) ; Jean Balmie d'Argeliers contre la commune : revendication d'une parcelle inscrite sur l'état des biens communaux (1806-1807) ; Pierre Cabanes, propriétaire d'Argeliers, contre la commune : revendication d'une parcelle inscrite sur l'état des biens communaux (1806-1807) ; Jean Salabit contre la commune : revendication d'une parcelle inscrite sur l'état des biens communaux (1806-1807) ; Pierre Icher, propriétaire d'Argeliers, contre la commune : revendication d'une parcelle inscrite sur l'état des biens communaux (1806-1807) ; Antoine Miallet, propriétaire d'Argeliers, contre la commune : revendication d'une parcelle inscrite sur les biens communaux d'Argeliers (1806-1807) ; la commune contre divers habitants propriétaires du four banal : demande faite pour contraindre lesdits propriétaires à lui revendre la banalité du four à pain (1812-1843) ; Vincent Laure d'Argeliers contre les communes d'Argeliers et de Ginestas : revendication d'une terre inscrite sur les états de biens communaux des deux localités (1827-1830) ; la commune contre les héritiers Rouquier : demande d'autorisation de plaider pour obtenir la fermeture d'une fenêtre donnant sur un terrain communal (1827-1830) ; la commune contre le sieur Belfortes et sept autres particuliers : demande d'autorisation de plaider pour obtenir le remboursement d'une somme payée pour des terrains dont ils ne se sont pas dessaisés (1835) ; la commune contre le sieur Azema de Montgravier : demande d'autorisation de plaider pour obtenir la reconnaissance des droits de propriété sur la rivière « Le Rosé » (1836) ; la commune contre trente-deux particuliers<sup>8</sup> : revendication de biens communaux (1841-1844) ; la commune : demande d'ouverture d'un crédit pour subvenir aux frais d'instance contre les détenteurs de biens communaux et du four banal (1843) ; la commune contre Marc Paule, ancien maire : poursuite pour gestion occulte lors de la construction d'une fontaine <sup>9</sup>(1873-1877) ; la commune contre Paule Bonnafous : demande d'autorisation de plaider pour obtenir la réalisation d'une promesse de vente (1876-1877) ; Marcelin Albert contre la commune : demande pour que la commune soit autorisée à se défendre dans l'action qu'il lui intente pour l'obliger à

---

<sup>8</sup> Liste nominative.

<sup>9</sup> Bordereau des prix, détail estimatif, avant-métré, devis et cahier des charges, plans de la fontaine.

respecter le bail qui l'autorise à rechercher des truffes sur les vacants communaux (1889-1890) ; Thérèse Bourdel, de Saint-Marcel, contre l'association syndicale du canal d'Argeliers : demande d'exécution des travaux nécessaires pour lui permettre l'arrosage de ses parcelles et revendication d'une somme pour la dédommager du préjudice subi<sup>10</sup> (1907-1908) ; Etienne Genieys, domicilié à Béziers, contre l'Etat : demande de dédommagement pour le préjudice subi par une de ses parcelles à Argeliers à la suite du mauvais entretien d'un aqueduc à l'usage exclusif du Canal du Midi (1916-1919) ; Etienne Vidal, d'Argeliers, contre l'Etat : demande de dédommagement pour le préjudice subi par une de ses parcelles à Argeliers à la suite du mauvais entretien d'un aqueduc à l'usage exclusif du Canal du Midi (1916-1919) ; Alfred Laur, d'Argeliers, contre l'Etat : demande de dédommagement pour le préjudice subi par une de ses parcelles à Argeliers à la suite du mauvais entretien d'un aqueduc à l'usage exclusif du Canal du Midi (1916-1919) ; Alban Collon et son épouse, d'Argeliers, contre l'Etat : demande de dédommagement pour le préjudice subi par une de ses parcelles à Argeliers à la suite du mauvais entretien d'un aqueduc à l'usage exclusif du Canal du Midi (1916-1919) ; la commune contre Victor Andrau et Elodie Cros, épouse Rigal : demande de réparation d'un immeuble menaçant ruine (1927) 1806-1927

- 14 **Argens.-** La commune contre Joseph Segonne, propriétaire d'Argens, et Gabrielle Deniquet, veuve du sieur de Baudeville, demeurant à Paris, : usurpation d'une parcelle inscrite sur l'état des biens communaux ([1694] 1806-1808) ; Joseph Segonne propriétaire à Oupia dans l'Hérault et Gabrielle Deniquet, veuve du sieur de Baudeville, demeurant à Paris, contre la commune et la Caisse d'amortissement : revendication d'une parcelle inscrite sur l'état des biens communaux (1806-1814) ; Paul Bernet, garde-champêtre de la commune, contre la commune : demande pour conserver la jouissance de deux biens communaux qu'il a défrichés (1809) ; Joseph Segonne contre la commune et François Crouzat : revendication d'un bien loué par la commune à François Crouzat (1811-1814) ; la commune contre l'administration du Canal du Midi : demande de bornage (1820) ; Pierre Pujol, d'Argens, contre la commune : revendication d'une parcelle inscrite sur l'état des biens communaux (1824-1825) ; la commune contre Jean Gay et Jean-François Crouzat : demande de restitution de parcelles communales usurpées (1824-1825) ; la commune contre l'administration du Canal du Midi : contestation de propriété de diverses parcelles (1824-1826) ; François Crouzat, d'Argens, contre la commune : revendication d'une pièce de terre (1828) ; la commune contre l'administration du Canal du Midi : demande de restitution de terrains (1830) ; la commune contre Barthélémy Crouzat et Etienne Pujol : demande de restitution de terrains (1836-1837) ; l'Etat (administration des Ponts et Chaussées) contre Casimir Segonne, d'Argens : contravention pour délit de grande voirie pour travaux illégaux sur l'Aude<sup>11</sup> (1855) ; la commune contre Jean et André Marty : demande de restitution de terrains avec restitution des fruits (1866) ; la commune contre Désiré Auguste, géomètre de Lézignan : demande d'autorisation de plaider en justice pour se défendre d'une revendication de frais d'expertise (1869) ; l'Etat (administration des Ponts et Chaussées) contre Casimir Segonne : contravention pour délit de grande voirie pour travaux illégaux sur l'Aude (1878) ; le docteur Baumel, d'Argens, contre l'administration du Canal du Midi : demande de dédommagement pour les dégâts subis à la suite d'une mauvaise gestion du canal (1927), [1694] 1806-1927.
- 15 **Armissan.-** La commune contre Louis-François Fournier de Narbonne : demande d'autorisation de plaider au sujet d'un droit de dépaissance dont le défendeur se prétend titulaire (1806-1817) ; Antoine-Raymond Bras et Jean-Antoine Romain d'Armissan contre la commune : revendication de parcelles inscrites sur l'état des biens communaux (1807-1808) ; Pierre Jourda d'Armissan contre la commune : revendication d'une parcelle inscrite sur l'état des biens communaux (1807-1813) ; Etienne Allengry d'Armissan contre la commune : revendication d'une parcelle inscrite sur l'état des biens communaux (1807-1813) ; François Bousquet

<sup>10</sup> Plan général du canal, 1908.

<sup>11</sup> Plan.

d'Armissan contre la commune : revendication d'une parcelle inscrite sur l'état des biens communaux (1807-1814) ; la commune contre l'Etat (Direction de l'Enregistrement et des Domaines) : demande de suppression de deux articles figurant sur l'affiche de la vente des biens communaux (1813) ; la commune contre Antoine Romain : contestation de la propriété d'une parcelle de terre (1820-1821) ; la commune contre Louis Fournier : demande d'autorisation de plaider en défense dans une action en bornage (1839-1840) ; la commune contre Guillaume Berthomieu : usurpation de terrains communaux (1851) ; la commune contre Joseph et Gabriel Bayssa d'Armissan : usurpation de terrains communaux (1869) ; la commune : demande d'aliénation d'une partie des biens communaux pour financer la construction d'une mairie et d'une maison d'école<sup>12</sup> (1873) ; la commune contre Alexandre Berteil, entrepreneur de Narbonne : demande de résiliation du bail qui le charge de la construction de la maison d'école (1877-1878) ; la commune contre les sieurs Planès, Revel et consorts : contravention de grande voirie pour construction d'un barrage sur le canal domanial de Sainte-Marie (1887-1888) ; Jeanne Surbézy et son époux Pierre Alengry d'Armissan contre le syndicat des canaux de submersion de Raonel et des Basses Plaines de Narbonne : demande de suppression du barrage du Pont-Rouge<sup>13</sup> (1895-1896) ; Joseph Cavailès, d'Armissan, contre le sieur bardol, rétrocessionnaire des tramways de l'Aude : contestation de l'évaluation des dommages pour l'occupation temporaire d'une parcelle lui appartenant (1901-1902), 1806-1902.

- 16 **Arques.-** Jean-Etienne et Jean-Pierre Bernu père et fils, d'Arques, contre la commune : revendication de terres figurant sur l'état des biens communaux (1807-1813) ; Jean-Pierre Delbourg, cultivateur d'Arques, contre la commune : revendication de terres figurant sur l'état des biens communaux (1807-1813) ; Alexis Burgat, cultivateur d'Arques, contre la commune : revendication de terres figurant sur l'état des biens communaux (1807-1813) ; Pierre Duchan, d'Arques, contre la commune : revendication de terres figurant sur l'état des biens communaux (1810-1813) ; Catherine Françoise Castanier du Poulpry contre la commune : revendication de vacants (1810-1813) ; la commune d'Arques contre la commune d'Albières : revendication d'un ténement de terre appelé Roque rouge (1823-1826) ; la commune contre les sieurs Pons et Sauvère : revendication d'un ténement de terre appelé Roque rouge (1829) ; la commune contre Jean Bourrel dit Duran et trois autres particuliers : usurpation de biens communaux (1835-1836) ; la commune contre les détenteurs du bois de l'ancienne seigneurie d'Arques : demande de reconnaissance des droits d'usages (1839) ; la commune contre Jean Bourrel dit Duran : demande d'autorisation de plaider pour la revendication d'un terrain (1843) ; la commune contre Jean-Baptiste Delbourg : demande d'autorisation de plaider pour obtenir le paiement d'une redevance communale (1848) ; la commune contre le comte de La Rochefoucauld, Pierre Fédié neveu négociant domicilié à Couiza, Jean-Baptiste Belot et Jean Guichou : demande d'autorisation de plaider dans une action en cantonnement de terrains vacants (1852-1853) ; la commune et Jean Delbourg maçon contre Pierre Azais : demande d'autorisation de plaider pour répondre à une demande en revendication de matériaux employés pour le compte de la commune (1860) ; le sieur Ressiguié, président du conseil de fabrique d'Arques, contre Barthélémy Saunières et trois autres habitants : demande d'autorisation de plaider pour obtenir au nom du conseil de fabrique le paiement d'un legs et celui de diverses dettes (1879-1880) ; Joseph Magnan, entrepreneur de travaux publics demeurant à Serres, contre la commune : demande de paiement de travaux faits à l'église<sup>14</sup> (1881-1885) ; Elie Alard charpentier à Quillan, le sieur Chalons peintre vitrier à Toulouse, Jean-Baptiste Auriol serrurier à Arques et Pascal Gibert menuisier à Arques contre la commune : revendication du paiement du montant de travaux pour l'église (1883-1884) ; Germain Barbaza, propriétaire à Arques, contre la commune : revendication de propriété de trois parcelles dont l'administration des forêts s'est emparée au nom de la commune (1887) ; la commune : demande à pouvoir prendre les mesures

---

<sup>12</sup> Plan.

<sup>13</sup> Plans.

<sup>14</sup> Rapport d'expert et décompte de travaux.

nécessaires pour sauvegarder les intérêts de la commune dans le litige qui l'oppose à Joseph Magnan, entrepreneur et adjudicataire des travaux de l'église (1888) ; Raynaud Lubin, entrepreneur de gravier, contre l'administration vicinale du département : demande de paiement de matériaux (1888-1894) ; Isidore Gabelle, architecte à Couiza, et ses frères contre la fabrique de l'église<sup>15</sup> : demande de paiement d'une dette avec les intérêts (1888-1908) ; Urbain Saury, entrepreneur à Lanet, contre la commune : demande de paiement du solde des travaux effectués au groupe scolaire (1889) ; Antoine Cros, propriétaire de la métairie de Viviers à Arques, contre la commune : revendication de propriété d'une parcelle (1894) ; Isidore Gabelle, architecte à Couiza, contre la commune : demande de paiement de frais de pièces délivrées à l'entrepreneur chargé de la construction du groupe scolaire (1896-1897) ; Achille Tisseyre contre la commune : demande de condamnation pour préjudices causés suite à l'utilisation du pressoir communal mal entretenu (1904-1905), 1807-1905.

- 17 **Arquettes.-** Robert Lassale, d'Arquettes, contre la commune : revendication de terres figurant sur l'état des biens communaux ([1586] 1813) ; Simon Combes, d'Arquettes, contre la commune : revendication de terres figurant sur l'état des biens communaux ([1688] 1804-1806) ; Jean Limouzis, d'Arquettes, contre la commune : demande de rectification du tableau des biens communaux (an XIV) ; Michel Limouzy, cultivateur d'Arquettes, contre la commune : demande de rectification du tableau des biens communaux (1806) ; Fortuné de Capriol, d'Arquettes, contre la commune : demande en cantonnement du droit de pacage qu'ont les habitants de la commune sur des terrains appartenant à son épouse (1824-1826) ; la commune contre le sieur Gary : demande en autorisation de plaider en revendication de terrain communaux (1840) ; la commune contre Joseph-François Gary, ancien inspecteur de l'académie de Montpellier, domicilié à Arquettes, contre la commune : demande en cantonnement des droits d'usage appartenant aux habitants de la commune (1841) ; la commune contre Joseph-François Gary : demande d'autorisation de plaider en appel de la sentence rendue contre elle au profit du sieur Gary (1841) ; la commune contre Joséphine Gary de Faviès : demande en autorisation de plaider en revendication de terrain communaux ([1833] 1854-1855) ; la commune contre le sieur Valat père : demande d'autorisation de plaider en défense dans l'instance intentée par le sieur Valat pour l'achat d'une horloge par la commune (1862-1863) ; François Espert, entrepreneur, contre la commune : demande de paiement de travaux effectués à la maison d'école (1872-1873), [1586] 1813-1873.
- 18 **Artigues.-** La commune contre le marquis d'Ax d'Axat : demande de restitution de propriété de diverses parcelles (1820-1821) ; la commune contre le marquis d'Ax d'Axat : demande d'autorisation de faire appel de la décision rendue en faveur du marquis (1824) ; la commune contre la commune de Cailla : demande d'autorisation de plaider en défense dans l'instance engagée par la commune de Cailla revendiquant des droits d'usage (1829-1830) ; la commune contre Pierre Cassareuil, François Rivière, son journalier, et Jean Pechien : demande de restitution de terrains communaux (1872-1873) ; Léopold Mounié et consorts contre la commune : revendication d'un droit de passage (1902) ; Célestin Cayrol, agent voyer, contre la commune : demande de règlement des honoraires dus pour l'élaboration d'un projet fontinal<sup>16</sup> (1906-1908), 1820-1908.
- 19 **Arzens.-** Jean Mailhol contre la commune : demande de réparation pour les dommages causés à un champ par la faute de la fontaine publique (an X-an XI) ; la commune contre Cyprien Saisset : demande de réparation suite au comblement d'un fossé le long d'un chemin communal (1820) ; la commune contre la dame Duret, sœur du sieur Gap, avocat : contestation d'un legs du sieur Gap à la commune (1824) ; la commune contre le sieur Saisset : demande d'autorisation de plaider dans l'instance qui lui est faite concernant des travaux faits à un chemin

<sup>15</sup> Cahier de compte de la fabrique 1888-1899.

<sup>16</sup> Plan de construction de fontaines publiques : plan parcellaire, feuille des dessins, bordereaux des prix, mémoire justificatif.

communal (1824) ; la commune contre Bernard Marti, propriétaire du domaine de Corneille, demeurant à Carcassonne : demande de restitution de terrains (1834-1836) ; la commune contre Cyprien Saisset : demande d'autorisation de plaider en défense pour faire reconnaître ses droits de propriété sur un terrain situé dans l'enceinte du village (1847) ; la commune contre divers détenteurs de biens communaux : demande de restitution de terrains usurpés (1856) ; la commune contre Pierre Gelis : revendication de terrains (1857) ; la commune contre Pierre Gelis : demande de faire appel d'une décision concernant la propriété d'un chemin rural (1857-1858) ; la commune et Jean Biau, entrepreneur, contre le sieur Colombier, architecte à Carcassonne : litige concernant des travaux<sup>17</sup> à la maison d'école pour garçons (1862-1876) ; la commune contre le sieur Clergue : demande de restitution de la propriété de la source des Fontanelles (1884) ; le bureau de bienfaisance : demande à être autorisé à donner mainlevée d'une hypothèque (1890) ; Mélanie Sauné, en religion sœur Marie-Elie, directrice supérieure de la congrégation de la Sainte Famille, domiciliée à Pezens, contre la commune : demande d'exécution d'un barrage des jardins de la communauté (1894), an X-1894.

- 20 **Aunat.-** La commune contre la commune de Bessède-de-Sault : demande d'autorisation de plaider en appel pour un droit de dépaissance sur un terrain nommé d'Auliège ([1650]-1852) ; la commune contre l'Etat (Direction générale de l'enregistrement et des domaines) : revendication de droits d'usage dans la forêt ([1668]-1829) ; le bureau de bienfaisance contre Paul Vaysse-Cabanes de Quillan : demande de remboursement d'une somme (1806) ; la commune contre Jean-Pierre Castilla dit Riejou, d'Aunat : demande de restitution de plusieurs parcelles (1817-1820) ; la commune contre la commune de Marsa : demande de respect du droit d'usage sur les terrains de Castelport et de Faniers (1826) ; la commune contre Aubin Calvel, propriétaire d'Aunat : revendication de la propriété d'un terrain (1860-1861) ; la commune contre la commune de Bessède-de-Sault : demande de délimitation du fief d'Auliège (1882) ; les sieurs Bonnes et Martin jeune, entrepreneurs à Narbonne, contre la commune : demande de résiliation du marché de travaux de l'école communale d'Aunat<sup>18</sup> et demande d'indemnités pour le préjudice causé (1897-1899) ; Antoine Maury, entrepreneur de travaux publics à Espezel, contre la commune : demande de règlement du solde des travaux sur le groupe scolaire (1902-1903) ; Pierre Faure, aubergiste, et Jean Alazet, carrier, d'Aunat, contre la commune : demande de règlement du solde dû aux sieurs Bonnes et Martin, entrepreneurs, pour le marché de travaux de l'école (1903) ; Louis Mis, avocat à Limoux, contre la commune : demande de paiement d'honoraires pour le procès intenté à la commune de Bessède-de-Sault concernant la forêt d'Auliège (1903) ; Isidore Faure, bottier, contre la commune : demande de règlement des honoraires dus pour la surveillance des travaux du groupe scolaire (1903), [1650]-1903.
- 21 **Auriac.-** La commune contre François Calmes-Montazels : demande d'autorisation de faire appel pour le maintien du droit de dépaissance du bétail et du droit de lignerage sur le territoire de la commune (1807) ; la commune contre Louis-Etienne Soulier : demande de bornage de leurs propriétés contiguës (1827-1828) ; la commune contre Raimond et Joseph Soulié, père et fils : revendication d'un bois (1831) ; la commune contre Aimé-Alexandre Laffont de Thézan : demande d'autorisation de plaider dans une action en cantonnement de terrains vacants ([1836] 1838-1841) ; la commune contre Aimé Alexandre Laffont de Thézan : demande d'autorisation de plaider pour maintenir le droit de lignerage et de défrichement de terrains vacants (1844) ; vente judiciaire des biens de Jean-François Alexandre Laffont, de Donos, commune de Thézan (1851), 1807-1851.
- 22 **Axat.-** François Beille, entrepreneur de travaux, adjudicataire des travaux de construction du groupe scolaire de la commune, contre la commune : réclamation du solde dû pour les travaux (1894-1896) ; les sieurs Allary et Chevalier,

---

<sup>17</sup> Rapport des experts, décompte général des travaux.

<sup>18</sup> Plan de l'école.

entrepreneurs du premier lot de la ligne des chemins de fer de Quillan à Rivesaltes, contre Raymond Trébillac, ancien huissier : réclamation relative à l'indemnité proposée pour réparation des dommages causés (1896-1897) ; Victorine Labat, veuve de Jean Saurel, maîtresse d'hôtel, contre la commune : réclamation pour dommages causés à la suite de travaux communaux (1899) ; Baptiste Régné, entrepreneur à Treilles, contre l'Etat : demande d'expertise pour évaluer les dommages causés à sa maison à la suite d'éboulements provenant de la montagne (1899) ; les enfants de Baptiste Bony contre le sieur Roche, entrepreneur, et l'Etat : demande d'indemnités à la suite de la mort de leur père et de leur frère due à un éboulement provoqué par les travaux de construction de la ligne des chemins de fer de Quillan à Rivesaltes (1899-1900) ; Marie Blancard, veuve Casteilla, contre l'Etat : demande d'indemnité à la suite des dommages causés à sa maison par les travaux de construction de la ligne des chemins de fer de Quillan à Rivesaltes (1899-1901) ; Clémence Roquefort, veuve de Firmin Billès, contre l'Etat : demande d'indemnité à la suite des dommages causés à sa maison par un éboulement provoqué par les travaux de construction de la ligne des chemins de fer de Quillan à Rivesaltes (1899-1905) ; la veuve de Louis Roche, maître d'hôtel, contre le sieur Roche, entrepreneur du deuxième lot de la ligne des chemins de fer de Quillan à Rivesaltes : demande d'indemnité suite à l'extraction de sable et aux dommages causés<sup>19</sup> [1872] (1901-1902) ; la commune contre l'Etat : demande d'indemnités pour la perte de la jouissance du droit de dépaissance durant trois ans et de l'accès à certains terrains à la suite des travaux de construction de la ligne des chemins de fer de Quillan à Rivesaltes (1901-1902) ; Baptiste Marcérou, dit Paouquet, contre le sieur Roche, entrepreneur, et l'Etat : demande d'indemnités à la suite des dommages causés à sa maison par l'envahissement des eaux lors de l'orage du 5 juillet 1903 (1903-1904) ; Marie Assaly, veuve de Victor Palanqui, contre l'Etat et le sieur Roche : demande d'indemnités à la suite des dommages causés à sa propriété par les eaux après les travaux de construction de la ligne des chemins de fer de Quillan à Rivesaltes (1903-1904) ; Alexandre Bernard contre le sieur Roche, entrepreneur, et l'Etat : demande d'indemnités à la suite des dommages causés à sa propriété par les eaux après les travaux de construction de la ligne des chemins de fer de Quillan à Rivesaltes (1903-1904) ; Baptiste Palanqui contre le sieur Roche, entrepreneur, et l'Etat : demande d'indemnités à la suite des dommages causés à sa maison par les eaux après les travaux de construction de la ligne des chemins de fer de Quillan à Rivesaltes (1903-1904) ; Jean-Baptiste Bastou, cordonnier, contre le sieur Roche, entrepreneur, et l'Etat : demande d'indemnités à la suite des dommages causés à sa propriété par les eaux après les travaux de construction de la ligne des chemins de fer de Quillan à Rivesaltes (1903-1904) ; Alexandre Labat, limonadier, contre le sieur Roche, entrepreneur, et l'Etat : demande d'indemnités à la suite des dommages causés à sa maison par les eaux après les travaux de construction de la ligne des chemins de fer de Quillan à Rivesaltes (1903-1904) ; Léon Saurel contre le sieur Roche, entrepreneur, et l'Etat : demande d'indemnités à la suite des dommages causés à sa maison par les eaux après les travaux de construction de la ligne des chemins de fer de Quillan à Rivesaltes (1903-1904) ; Jean Mazel, négociant, contre le sieur Roche, entrepreneur, et l'Etat : demande d'indemnités à la suite des dommages causés à sa maison par les eaux après les travaux de construction de la ligne des chemins de fer de Quillan à Rivesaltes (1903-1904) ; Polycarpe Alary contre le sieur Roche, entrepreneur, et l'Etat : demande d'indemnités à la suite des dommages causés à sa maison par les eaux après les travaux de construction de la ligne des chemins de fer de Quillan à Rivesaltes (1904) ; Benjamin Assaly contre le sieur Roche, entrepreneur, et l'Etat : demande d'indemnités à la suite des dommages causés à sa maison par les eaux après les travaux de construction de la ligne des chemins de fer de Quillan à Rivesaltes (1903-1905) ; Alban Arblade, entrepreneur adjudicataire des travaux pour le bâtiment de justice de paix, la salle de l'école de garçons et les logements des maîtres, contre la commune : réclamation du solde dû pour les travaux (1903-1908), [1872] 1894-1908.

---

<sup>19</sup> Acte notarié.

- 23 **Axat.-** La commune contre François Cussol aîné, ancien maire : revendication d'une fontaine publique qu'il s'est indûment approprié (1820-1821) ; la commune contre le marquis d'Axat, Jean-Ange Bonaventure Dax de Montpellier : demande d'autorisation de faire appel contre la sentence donnant droit au marquis concernant les usages des vacants (1821-1824) ; la commune contre l'Etat : revendication de droits d'usages dans les forêts domaniales (1830-1848) ; la commune contre Jean Lajoux, fils de François, boulanger : empiètement sur une rue du village (1832-1845) ; la commune contre le marquis d'Axat, Jean-Ange Bonaventure Dax de Montpellier : demande d'autorisation de plaider dans une action concernant un bornage de terrain (1848-1849) ; la commune contre André Vidalot : demande en autorisation de bornage (1852) ; Germain Bonnet, conducteur des Ponts et Chaussées à Limoux, contre la commune : demande de paiement d'honoraires pour un projet de restauration de l'église (1874-1875) ; la commune contre Benjamin Cauneille, ancien adjoint municipal : demande d'autorisation de poursuite pour vol (1874-1876) ; la commune contre Raymond Tribillac, huissier : demande de dédommagement pour l'abattage d'un noyer dans le cimetière (1874-1877) ; Jean Chevalier, de Bessède, entrepreneur de travaux public adjudicataire du chemin d'intérêt commun n°4, contre l'administration vicinale du département : demande de révision du prix des travaux (1875-1878) ; la commune contre la veuve Grézy de Paris et la Société anonyme des forges et usines d'Axat : demande de reconnaissance d'un droit de passage et d'enlèvement de bornes (1878) ; la commune contre Jean Chevalier, de Bessède, entrepreneur des travaux de rectification de la route nationale n°118 : demande d'autorisation d'ester en justice concernant un litige pour enlèvement de gravier sur des terrains de la commune (1878) ; Louise Marcerou contre Joseph Babou, entrepreneur des travaux de rectification de la route nationale n°117 : réclamation d'indemnités pour emprunts de terre (1878-1879) ; Emile Vidalot contre la commune : opposition à l'arrêté municipal relatif à la suppression de ses lieux d'aisance (1880) ; le sieur Cauneille contre la commune : demande de délivrance de bois d'usage<sup>20</sup> (1880) ; le sieur Odobey cadet, horloger à Morez (Jura) contre la commune : réclamation d'indemnité et du paiement de sommes dues pour la réparation de l'horloge (1881-1882) ; la commune contre Marie Blancard, veuve de Louis Fourcade : revendication d'un terrain (1881-1883) ; Emile Vidalot contre la commune : demande de paiement pour le préjudice subi à la suite d'une expropriation pour établissement d'une place publique<sup>21</sup> (1883) ; Emile Vidalot contre la commune : demande de délivrance de bois d'usage (1884) ; l'Etat (administration des Ponts et Chaussées) contre Guillaume Saurel, facteur rural : contravention pour délit de grande voirie (1884-1885) ; François Beille, entrepreneur à Roquefort-de-Sault, contre la commune : demande de règlement de sommes qui lui sont dues pour travaux faits à l'école (1891-1892) Casimir Callat, avocat à Limoux, contre la commune : réclamation d'honoraires (1891) ; Charles Marty, commandant de génie en retraite à Limoux, contre la commune : réclamation d'honoraires pour le récolement des travaux des fontaines publiques (1892) ; la commune contre François Beille, entrepreneur à Roquefort-de-Sault : demande d'autorisation à ester en justice pour obliger le sieur Beille à retirer de la mairie des ferrures lui appartenant (1893-1894), 1820-1894.
- 24 **Azille.-** Louis Lignères contre la commune : revendication de terrain ([1602] 1806) ; la commune : demande de révision de la liste des biens communaux concernant le four banal et l'église des religieuses (1811-1813) ; Pierre Emmanuel Alard, cordonnier, et Jean Sales, éclusier, contre la commune : revendication de terres figurant sur l'état des biens communaux (1813) ; Jean Pradel, négociant, et Fortuné Masson contre la commune : revendication de terres figurant sur l'état des biens communaux (1813) ; Georges Granel, maçon, contre la commune : revendication de terres figurant sur l'état des biens communaux (1813) ; Pierre Vidal, adjoint au maire, contre la commune : revendication de terres figurant sur l'état des biens communaux (1813) ; Jean Durand, Georges Granel maçon, André Rigaud fournier et Jacques Arabet contre Martin Calvière : revendication de terres

---

<sup>20</sup> Ce dossier a été trouvé vide.

<sup>21</sup> Ce dossier a été trouvé vide.



adjudgées par la commune à Martin Calvière (1816-1817) ; Antoine et Julien Chabardez, père et fils, contre Valentin Guéry: revendication de terres adjudgées par la commune à Valentin Guéry (1817) ; la commune contre les héritiers de Jean Joseph Deveye, frères : demande d'autorisation de plaider pour usurpation de terrains communaux (1833-1834) ; la commune contre Jean-Baptiste Maurel : demande d'autorisation de plaider à la suite d'ouvertures faites à l'église des Cordeliers sans autorisation (1833-1834) ; le conseil de fabrique de l'église paroissiale Saint-Julien contre Gabriel Mardel, maître de pension : réclamation du paiement d'un loyer pour les places occupées par ses pensionnaires dans l'église (1834) ; Martin, Jean-Baptiste et Jeanne Calvière contre Pierre Falcou : divergences d'interprétation d'un acte de propriété (1833) ; Joseph Dommassan, marchand tanneur, contre la commune : demande d'indemnité pour la cession d'un terrain pris par la commune pour l'élargissement d'un chemin vicinal (1839) ; David Bez, entrepreneur de travaux publics, adjudicataire des travaux de recreusement du contre-canal des Fans, contre la commune: demande d'indemnités pour pertes éprouvées au cours de l'exécution des ouvrages<sup>22</sup> (1844-1855) ; Casilde Bastié contre la commune : demande d'indemnité pour réparation des dommages subis à la suite de la démolition de l'ancienne mairie (1850-1852) ; l'Etat (administration des Ponts et Chaussées) contre Théobald Sernin, propriétaire : contravention aux lois et règlements en matière de grande voirie pour ouverture de tranchée sur le franc-bord du Canal du Midi (1882) ; le bureau de bienfaisance d'Azille : demande de mainlevée d'une inscription prise au bureau des hypothèques à son profit pour sûreté d'une rente que Auguste Sanchez est tenue de lui servir (1885) ; la commune contre le sieur Garettes : demande d'autorisation d'ester en justice pour le contraindre à démolir un mur construit en travers d'un chemin communal (1885) ; Achille Mignard contre le sieur Frayssinet, entrepreneur des travaux de construction du chemin de fer de Moux à Caunes : demande d'indemnité pour occupation temporaire de ses terrains (1885-1888) ; Pierre Fabre, carrier, contre la commune : demande de remboursement d'une somme indûment perçue par la commune (1886) ; Jules Vieu contre la commune : demande d'indemnité pour réparation des dommages subis à la suite des travaux faits sur le chemin de La Livinière (1886-1887) ; Lucien Clément Bichambis, architecte de Narbonne, contre le sieur Olmières, percepteur pour le compte de la commune : réclamations d'honoraires pour la rédaction du projet et la surveillance des travaux d'établissement des fontaines publiques (1887-1888) ; la commune : demande d'autorisation de relever appel d'un jugement prononcé contre elle le 28/02/1887 par le tribunal civil de Carcassonne, relatif au paiement d'une indemnité réclamée par le sieur Fabre, carrier, pour la dépossession d'un terrain nécessaire à l'établissement du chemin de fer de Moux à Caunes (1887-1888) ; Jacques Garette contre la commune : demande d'indemnités pour dommages causés à la suite d'une infiltration des eaux venant d'une fontaine publique<sup>23</sup> (1889-1893) ; le bureau de bienfaisance contre la commune : demande de restitution de la maison appelée « ancien hospice » (1890) ; Etienne Couteau, ancien notaire à Lagrasse, contre le Département de l'Aude : demande de remboursement d'une somme qu'il a versée pour la construction du chemin de fer de Lézignan à Talairan (1890) ; Alban Sernin, propriétaire à Narbonne, et Théobald Sernin, propriétaire à Azille, contre Antoine Pons : demande de remise en état du cours d'eau des Fans (1891) ; la commune contre le sieur Garette : revendication de la propriété d'un mur (1892) ; Armand Bertrou, propriétaire à La Livinière, et Gustave Raymond, docteur en médecine, contre la Compagnie des Chemins de fer du Midi : demande d'indemnités pour dommages causés à une propriété à Rieux-Minervoies, le long de la ligne de Moux à Caunes (1901-1902) ; Adrien Pech, propriétaire, de Saint-Couat-d'Aude, contre le Syndicat du canal d'Homps : demande d'indemnité pour dommages causés à une propriété et demande d'exécution de travaux pour faire cesser les infiltrations d'eau (1901-1902) ; Antoine Masia, épicier, contre la Direction des Contributions directes : opposition sur une assignation dans l'intention d'interrompre une contrainte en matière d'impôts sur le chiffre d'affaires (1921) ; l'Etat (l'administration des

---

<sup>22</sup> Affiche d'adjudication.

<sup>23</sup> Plans.

Contributions indirectes) contre André Salles, négociant en vin : validation des contraintes pour infractions fiscales (1928) ; l'Etat (l'administration des Contributions indirectes) contre Jean et Louis Benazet, père et fils, négociants en vins : validation des contraintes pour infractions fiscales (1929-1930) ; l'Etat (l'administration des Contributions indirectes) contre Louis Fort, négociant en vins : validation des contraintes pour infractions fiscales (1930) ; la commune d'Azille contre la commune d'Olonzac : contestation de territoire (s. d., [début XIX<sup>e</sup> s.]), 1806-1930 et s. d.

- 25 **Badens.-** Gabriel Duparc, ex-constituant, résidant à Paris, contre Pierre Salvagnac de Malves : divergences d'interprétation de l'acte de vente du domaine national de Mirasse qui lui avait été confisqué en tant qu'émigré (1812-1813) ; la commune contre le sieur Boys et autres propriétaires : usurpation de chemins vicinaux, ruisseaux, mairals et terrains communaux dans le bornage de leurs propriétés (1821-1822) ; la commune contre Joseph Pujade de Ferrals, ancien fermier d'un terrain communal : non exécution des clauses d'un bail de fermage (1824-1826) ; la commune contre Paulin Cathary, de Badens : revendication d'un terrain communal (1824-1826) ; la commune contre George Degrand : revendication d'un terrain communal (1833) ; la commune : demande de bornage de propriétés communales (1834) ; George Boyer contre la commune : contestation de la mitoyenneté d'un mur (1861-1862) ; Jacques Cathary contre la commune : revendication d'un terrain communal (1878)<sup>24</sup> ; la commune contre Etienne Pujade : demande de bornage (1878-1879) ; Justin Aussagnel, entrepreneur de travaux publics, contre la commune : réclamation d'honoraires dus pour les travaux de construction de la maison d'école (1882) ; la commune contre le sieur Gaubert : revendication d'un terrain communal (1885) ; la commune contre le sieur Miaillhe, propriétaire à Rustiques : revendication d'un terrain vague (1896), 1812-1896.
- 26 **Bages.-** Gabriel Montagnac, Jean-François Tourel, Jeanne Marty, Barthélémy Martin, tous de Bages, contre la commune : revendication de terres figurant sur l'état des biens communaux (1806-1807) ; Honoré Lassere, de Bages, contre la commune : demande de radiation de son inscription au registre des biens communaux usurpés (1806-1808) ; Jean Albernay, cultivateur de Bages, contre la commune : demande de radiation de son inscription au registre des biens communaux usurpés (1807) ; Jean-Baptiste Martin, de Bages, contre la commune : revendication de terres figurant sur l'état des biens communaux (1808) ; les fermiers des étangs de Bages, Gruissan, Ouveillan et La Palme contre l'Etat (l'administration forestière) : décompte de la ferme des étangs pour 1809<sup>25</sup> (1810-1811) ; Jacques Barthez de Narbonne, acquéreur du domaine de Jonquières, contre l'Etat (l'administration des domaines) : maintenue dans la possession des garrigues de Jonquières (1811)<sup>26</sup> ; la commune contre Jean-François Chavardez, maire de la commune : revendication de la propriété des garrigues du fief d'En Rouget, à Prat de Cest et Los Plajos (1812-1817) ; Etienne Augustin Allary, fermier de l'étang salé de Bages et de ses francs-bords, propriétaire de La Murelle, à Roquefort, contre l'Etat (l'administration des domaines) qui a donné raison aux riverains pêcheurs de Bages qui extraient abusivement des algues, des poissons et leur frai (1818-1819) ; le sieur de Mézy, conseiller d'Etat, directeur général des Postes, Antoinette Joséphine Véron, son épouse, et Louis Aimé Véron, son beau-frère, contre l'Etat (l'administration de l'enregistrement et des domaines) : revendication du droit de pêche exclusive sur l'étang mage de Sigean (1819-1820) ; la commune : établissement du rôle et état nominatif des détenteurs de biens communaux (1820-1821) ; François Thourel, de Bages, contre la commune : revendication de terrain inscrit au registre des biens communaux (1821-1822) ; Barthélémy Sicard, de Bages, contre la commune : revendication de terrain inscrit au registre des vacants communaux (1821-1822) ; la commune contre Jean-Baptiste Albernay, propriétaire, de Bages, et autres contre la commune : usurpation de biens communaux (1825-1828) ; la commune contre Antoine Montagnac,

---

<sup>24</sup> Extrait des minutes du greffe de la justice de paix du canton de Capendu.

<sup>25</sup> Dossier incomplet.

<sup>26</sup> Mémoire imprimé.

négociant : revendication de terrains communaux usurpés et demande de démolition de plusieurs constructions élevées sans autorisation sur la voie publique (1834-1845); Charles Martin, menuisier, de Bages, contre la commune : revendication d'un terrain (1841); la commune contre Antoine Montagnac : revendication de terrains communaux usurpés (1845); Jean Raynaud, tuilier, fermier de la joncasse<sup>27</sup> communale de Bages, domicilié à Narbonne, contre la commune : plainte contre l'extraction des joncs et roseaux pratiquée par les habitants et demande de bornage de la joncasse par la commune pour préserver son droit de ferme (1845); la commune contre les propriétaires riverains des communes de Bages et Sigean : empiètement sur l'étang (1850-1851); la commune contre les sieurs Jaloux, Jean-François Azeau et autres : revendication de terrains communaux (1851); l'Etat (les Ponts et Chaussées) contre Léon Rouvière, fermier du domaine de Tournebelle : empiètement sur le domaine public maritime de l'étang de Bages<sup>28</sup> pour creusement de fossé (1852-1853); Antoine Gimié, négociant domicilié à Narbonne, contre Antoine Balestié, marchand d'étoffes : demande d'autorisation de plaider pour obtenir au nom de la commune la restitution d'un terrain usurpé (1862); le Canal du Midi contre Joseph Dellong, pêcheur de Bages : délit de grande voirie pour avoir mis le feu aux tamaris sur le franc-bord droit de la rigole de Mandirac (1866); le syndic des gens de mer contre Joseph Cadassus, marin, de Bages : délit de grande voirie pour empiètement et usurpation d'une portion de territoire sur le domaine public maritime de l'étang de Bages (1869); le syndic des gens de mer contre Gabriel Raynaud, tonnelier, de Bages : délit de grande voirie pour empiètement et usurpation d'un terrain sur le domaine public maritime de l'étang de Bages (1869); le syndic des gens de mer contre Pierre Dellong, Barthélémy et Joseph Montagnac, cultivateurs, de Bages : délit de grande voirie pour empiètement et usurpation d'un terrain sur le domaine public maritime de l'étang de Bages<sup>29</sup> (1869); le syndic des gens de mer contre Pierre Cadassus, cultivateur, de Bages : délit de grande voirie pour empiètement et usurpation d'un terrain sur le domaine public maritime de l'étang de Bages (1869); la commune contre le sieur Tesquié, entrepreneur : différend concernant les travaux réalisés à la maison d'école et le règlement des honoraires dus (1866-1870); le syndic des gens de mer contre Joseph Cadassus, marin pêcheur de Bages : délit de grande voirie empiètement et usurpation d'un terrain sur le domaine public maritime de l'étang de Bages (1871); le syndic des gens de mer contre Jean-Pierre, Casimir Pepi, de Bages : délit de grande voirie pour empiètement sur le domaine public maritime de l'étang de Bages (1871); le syndic des gens de mer contre Louis Barthelemy Daudé, de Bages : délit de grande voirie pour empiètement sur le domaine public maritime de l'étang de Bages (1871-1872); le syndic des gens de mer contre Jean-Pierre Gairaud, de Bages : délit de grande voirie pour empiètement sur le domaine public maritime (1871-1873); le syndic des gens de mer contre Jean-Pierre Pepi, de Bages : délit de grande voirie pour empiètement sur le domaine public maritime de l'étang de Bages (1871-1873); le syndic des gens de mer contre Gabriel Raynaud, charpentier, de Bages : construction d'un hangar sur le domaine public maritime (1872); le syndic des gens de mer contre Joseph Auriol, de Bages : délit de grande voirie pour empiètement sur le domaine public maritime de l'étang (1873); le syndic des gens de mer contre Gabriel Daudé, charpentier, de Bages : délit de grande voirie pour empiètement sur le domaine public maritime (1872-1873), 1806-1873.

27	Bages, 1873 - 1899
28	Bagnoles, 1808 - 1869
29	Baraigne, 1895
30	Barbaira, 1811 - 1926
31	Belcaire, 1807 - 1879
32	Belcaire, 1884 - 1929

<sup>27</sup> Lieu planté de joncs.

<sup>28</sup> Plan en couleurs.

<sup>29</sup> Extrait du plan du rivage de l'étang de Bages.

- 33 Belcastel-et-Buc, 1814 - 1888
- 34 Belflou, 1812 - 1926
- 35 Belfort, 1823 - 1898
- 36 Bellegarde, 1825 - 1862
- 37 Belpech, an XII - 1922
- 38 Belvèze, 1808 - 1904
- 39 Belvianes-et-Cavirac, 1816 - 1898
- 40 Belvianes-et-Cavirac, 1899 - 1913
- 41 Belvis, 1808 - 1902
- 42 Berriac, 1851 - 1908
- 43 Bessède-de-Sault, 1809 - 1901
- 44 Bizanet, 1808 - 1854
- 45 Bizanet, 1857 - 1906
- 46 Bize, 1808 - 1858
- 47 Bize, 1872 - 1928
- 48 Blomac, 1806 - 1919
- 49 Bouilhonnac, 1829 - 1926
- 50 Bouisse, 1814 - 1889
- 51 Bourière, an XI - 1886
- 52 Bourigeole, 1819 - 1882
- 53 Bousquet (Le), 1814 - 1901
- 54 Boutenac, 1807 - 1928
- 55 Bram, an XII - 1913
- 56 Brenac, an XIII - 1922
- 57 Brézilhac, 1839 - 1897
- 58 Brousses-et-Villaret, 1832 - 1888
- 59 Brugairolles, 1871 - 1904
- 60 Bugarach, 1812 - 1900
- 61 Cabrespine, 1838 - 1878
- 62 Cailhau, 1838 - 1911
- 63 Cailhavel, 1830 - 1896
- 64 Cailla, 1806 - 1897
- 65 Cambieure, 1816 - 1889
- 66 Campagna-de-Sault, 1808 - 1908
- 67 Campagne-sur-Aude, 1814 - 1929
- 68 Camplong, 1810 - 1909
- 69 Camps, 1814 - 1894
- 70 Camurac, 1826 - 1889
- 71 Canet, 1807 - 1900
- 72 Capendu, 1813 - 1925
- 73 Carcassonne (abattoir), 1881 - 1889
- 74 Carcassonne (banlieue : Grazailles, Grèzes-Herminis, Maquens, Montlegun, Montredon, Villalbe), 1808 - 1905
- 75 Carcassonne (bureau de bienfaisance), an XII - 1903
- 76 Carcassonne (Canal du Midi), 1820 - 1921
- 77 Carcassonne (caserne gendarmerie), 1901 - 1913
- 78 Carcassonne (Cité), 1806 - 1860
- 79 Carcassonne (chemins de grande communication n° 4), 1896 - 1904
- 80 Carcassonne (commune et particuliers), 1806 - 1860
- 81 Carcassonne (commune et particuliers), 1861 - 1889
- 82 Carcassonne (commune et particuliers), 1890 - 1901
- 83 Carcassonne (commune et particuliers), 1901 - 1917
- 84 Carcassonne (commune et particuliers), 1920 - 1930
- 85 Carcassonne (eau et fontaines), 1814 - 1925
- 86 Carcassonne (électricité), 1894 - 1923
- 87 Carcassonne (gaz), 1848 - 1903

- 88 Carcassonne (gaz), 1902 - 1923  
89 Carcassonne (hospices), an XII - 1859  
90 Carcassonne (hospices), 1860 - 1921  
91 Carcassonne (prison), 1891 - 1919  
92 Carcassonne (rivière d'Aude), 1820 - 1898  
93 Carcassonne (routes nationales), 1846 - 1917  
94 Carcassonne (séminaires, églises), 1817 - 1903  
95 Carcassonne (terrains et casernements militaires), 1886 - 1925  
96 Carcassonne (théâtre municipal), 1845 - 1899  
97 Carcassonne (voies ferrées, ligne Quillan), 1872 - 1878  
98 Carcassonne (voies ferrées, ligne Quillan), 1877 - 1888  
99 Carcassonne (voies ferrées, ligne de Sète), 1856 - 1922  
100 Carcassonne (voies ferrées, tramways départementaux), 1901 - 1908  
101 Carlipa, 1885 - 1897  
102 Cascastel, an XII - 1897  
103 Cassaigne (La), 1808 - 1926  
104 Cassaignes, 1824 - 1890  
105 Cassès (Les), 1817 - 1869  
106 Castans, 1806 - 1886  
107 Castelnaudary (bureau de bienfaisance), 1832 - 1912  
108 Castelnaudary (Canal du Midi), 1806 - 1896  
109 Castelnaudary (casernes), 1872 - 1926  
110 Castelnaudary (commune et particuliers), an XII - 1896  
111 Castelnaudary (commune et particuliers), 1900 - 1926  
112 Castelnaudary (églises), 1814 - 1895  
113 Castelnaudary (électricité, gaz), 1907 - 1929  
114 Castelnaudary (établissements scolaires), 1873 - 1923  
115 Castelnaudary (hospices), an XII - 1897  
116 Castelnaudary (hospices), 1901 - 1923  
117 Castelnaudary (palais de justice), 1822 - 1823  
118 Castelnaudary (route nationale 113, routes départementales 6 et 9, chemin d'intérêt commun n°13), 1820 - 1872  
119 Castelnaudary (voies ferrées, ligne de Castres), 1862 - 1867  
120 Castelnaudary (voies ferrées, ligne de Castres), 1865 - 1876  
121 Castelnaudary (voies ferrées, ligne de Sète), 1858 - 1924  
122 Castelnau-d'Aude, an XIII - 1893  
123 Castelreng, 1841 - 1904  
124 Caudebronde, 1813 - 1889  
125 Caudeval, 1807 - 1821  
126 Caunes-Minervois (commune et particuliers), an XII - 1839  
127 Caunes-Minervois (commune et particuliers), 1854 - 1921  
128 Caunes-Minervois (vacants et carrières de marbres), 1830 - 1872  
129 Caunettes-en-Val, an XII - 1862  
130 Caunettes-sur-Lauquet, 1814 - 1815  
131 Caux-et-Sauzens, an XII - 1898  
132 Cavanac, 1814 - 1889  
133 Cazalrenoux, 1807  
134 Cazilhac, 1889  
135 Cenne-Monestiès, 1807 - 1900  
136 Cépie, an XII - 1925  
137 Chalabre, 1807 - 1864  
138 Chalabre, 1875 - 1926  
139 Citou, 1833 - 1900  
140 Clat (Le), 1827 - 1898  
141 Clermont, 1810 - 1883  
142 Comigne, 1806 - 1879

143	Comus, 1829 - 1882
144	Conilhac-de-la-Montagne, 1827 - 1884
145	Conilhac-du-Plat-Pays, 1806 - 1904
146	Conques-sur-Orbiel, 1810 - 1908
147	Coudons, 1814 - 1908
148	Couffoulens, 1828 - 1913
149	Couiza, 1811 - 1925
150	Counozouls, 1814 - 1903
151	Cournanel, 1813 - 1924
152	Coursan, 1828 - 1890
153	Coursan, 1890 - 1893
154	Coursan, 1894 - 1930
155	Coutaussa, 1815 - 1882
156	Coustouge, 1814 - 1901
157	Cruscades, 1810 - 1903
158	Cubières, 1820 - 1875
159	Cucugnan, an XIII - 1903
160	Cumiès, 1834 - 1843
161	Cuxac-Cabardès, 1806 - 1889
162	Cuxac-d'Aude, 1809 - 1858
163	Cuxac-d'Aude, 1869 - 1880
164	Cuxac-d'Aude, 1881 - 1892
165	Cuxac-d'Aude, 1893 - 1925
166	Cuxac-Lespignan (canal, entreprise Serratrice), 1886
167	Cuxac-Lespignan (canal), 1886
168	Cuxac-Lespignan (canal), 1887 - 1890
169	Cuxac-Lespignan (canal), 1887
170	Cuxac-Lespignan (canal), 1886 - 1903
171	Cuxac-Lespignan (canal), 1887 - 1904
172	Cuxac-Lespignan (canal, affaires Verrière et du Lac), 1890 - 1914
173	Davejean, 1809 - 1894
174	Dernacueillette, 1836 - 1884
175	Digne-d'Amont (La), an XII - 1896
176	Digne-d'Aval (La), an XI - 1927
177	Donazac, 1837 - 1891
178	Douzens, 1806 - 1901
179	Duilhac, an XI - 1895
180	Durban, 1810 - 1897
181	Embres-et-Castelmaure, 1809 - 1898
182	Escales, 1807 - 1885
183	Escouloubre, 1808 - 1912
184	Escueillens, 1831 - 1889
185	Espérasa, 1806 - 1826
186	Espezet, an XI - 1914
187	Fa, an XII - 1910
188	Fabrezan, 1822 - 1907
189	Fajac-en-Val, 1866
190	Fajac-la-Rellenque, 1806 - 1890
191	Fajolle (La), 1840 - 1906
192	Fanjeaux, an XI - 1926
193	Félines, 1806 - 1899
194	Fendeille, 1841 - 1928
195	Ferrals-des-Corbières, 1815 - 1897
196	Ferran, 1886 - 1917
197	Festes-et-Saint-André, 1823 - 1873
198	Feuilla, 1812 - 1879

199 Fitou, 1810 - 1905  
200 Fleury, 1809 - 1850  
201 Fleury, 1852 - 1930  
202 Floure, 1824 - 1860  
203 Fontanès, 1808 - 1882  
204 Fontcouverte, 1808 - 1891  
205 Fonters-du-Razès, 1893  
206 Fontiers-Cabardès, 1813 - 1921  
207 Fontiès-d'Aude, 1859  
208 Fontjoncouse, 1815 - 1884  
209 Force (La), 1813 - 1906  
210 Fournes, 1813 - 1882  
211 Fourtou, 1814 - 1902  
212 Fraisse-Cabardès, 1805 - 1887  
213 Fraissé-des-Corbières, 1814 - 1889  
214 Gaja-la-Selve, 1809 - 1921  
215 Gaja-et-Villedieu, 1853  
216 Galinagues, 1810 - 1861  
217 Gardie, 1807 - 1888  
218 Gincla, 1821 - 1890  
219 Ginestas, 1811 - 1902  
220 Ginoles, 1825 - 1897  
221 Gourvieille, 1876 - 1886  
222 Gramazie, 1884 - 1890  
223 Granès, 1812 - 1850  
224 Greffeil, 1823 - 1905  
225 Gruissan, 1813 - 1928  
226 Gueytes-et-Labastide, 1834 - 1880  
227 Homps, 1826 - 1902  
228 Hounoux, 1835 - 1911  
229 Ilhes (Les), 1813 - 1887  
230 Issel, an XII - 1896  
231 Jonquières, 1820 - 1902  
232 Joucou, 1827 - 1894  
233 Labastide-d'Anjou, 1814 - 1913  
234 Labastide-en-Val, 1813 - 1913  
235 Labastide-Esparbairénque, 1809 - 1888  
236 Labécède-Lauragais, 1807 - 1910  
237 Lacombe, 1870 - 1910  
238 Ladern, an VIII - 1926  
239 Lafage, 1853  
240 Lagrasse, 1806 - 1849  
241 Lagrasse, 1851 - 1930  
242 Lairière, 1814 - 1904  
243 Lanet, 1830 - 1888  
244 Lapalme, 1814 - 1894  
245 Laprade, 1851 - 1892  
246 Laredorte, 1807 - 1888  
247 Laroque-de-Fa, 1827 - 1914  
248 Lasbordes, an XII - 1899  
249 Lasserre, 1808 - 1906  
250 Lastours, 1808 - 1908  
251 Laurabuc, 1845 - 1925  
252 Laurac, 1813 - 1886  
253 Lauraguel, an XII - 1888  
254 Laure, 1806 - 1903

255 Lavalette, 1877 - 1922  
256 Lespinassière, 1864 - 1909  
257 Leuc, 1826 - 1914  
258 Leucate, 1810 - 1930  
259 Lézignan-Corbières, 1808 - 1850  
260 Lézignan-Corbières, 1850 - 1886  
261 Lézignan-Corbières, 1886 - 1899  
262 Lézignan-Corbières, 1887 - 1897  
263 Lézignan-Corbières, 1901 - 1927  
264 Lignairolles, 1828 - 1906  
265 Limousis, 1813 - 1906  
266 Limoux (bureau de bienfaisance), an XI - 1919  
267 Limoux (commune et particuliers), an XI - 1820  
268 Limoux (commune et particuliers), 1821 - 1846  
269 Limoux (commune et particuliers), 1862 - 1927  
270 Limoux (eau et fontaines), 1806 - 1895  
271 Limoux (eau et fontaines), 1888 - 1900  
272 Limoux (églises), 1806 - 1895  
273 Limoux (établissements scolaires), 1807 - 1916  
274 Limoux (gaz, électricité), 1873 - 1926  
275 Limoux (hospices), an XI - 1919  
276 Limoux (rivière d'Aude), 1826 - 1917  
277 Loupia, an XII - 1900  
278 Louvière (La), 1810 - 1894  
279 Luc-sur-Aude, 1819 - 1904  
280 Luc-sur-Orbieu, 1808 - 1925  
281 Magrie, 1806 - 1902  
282 Mailhac, 1808 - 1913  
283 Maisons, 1807 - 1897  
284 Malras, 1832 - 1913  
285 Malves, 1878 - 1882  
286 Malviès, 1848 - 1894  
287 Marcorignan, 1813 - 1896  
288 Marquein, 1846  
289 Marsa, 1807 - 1905  
290 Marseillette, 1806 - 1889  
291 Martys (Les), 1819 - 1911  
292 Mas-Cabardès, 1839 - 1899  
293 Mas-des-Cours, 1862  
294 Massac, 1894  
295 Mas-Saintes-Puelles, an XIII - 1914  
296 Mayreville, 1885 - 1891  
297 Mayronnes, 1813 - 1908  
298 Mazerolles, 1871 - 1893  
299 Mazuby, 1841 - 1911  
300 Merial, 1827 - 1902  
301 Mézerville, 1822 - 1874  
302 Miraval-Cabardès, 1806 - 1860  
303 Mirepeisset, 1806 - 1901  
304 Mireval-Lauragais, 1807 - 1889  
305 Missègre, 1810 - 1928  
306 Molandier, 1808 - 1911  
307 Molières, an XIII - 1809  
308 Molleville, 1834 - 1877  
309 Montauriol, 1841  
310 Montazels, 1808 - 1904



- 311 Montbrun, 1851 - 1873  
312 Montclair, 1806 - 1900  
313 Montferrand, an XI - 1900  
314 Montfort, 1808 - 1905  
315 Montgaillard, 1837 - 1890  
316 Montgradail, 1865 - 1906  
317 Monthaut, an XII - 1895  
318 Montirat, 1806 - 1888  
319 Montjardin, 1882 - 1905  
320 Montjoi, 1814 - 1863  
321 Montlaur, 1806 - 1926  
322 Montmaur, 1809 - 1896  
323 Montolieu, an XI - 1913  
324 Montréal-de-l'Aude, an XII - 1930  
325 Montredon, 1807 - 1899  
326 Monséret, 1810 - 1899  
327 Monze, 1844 - 1914  
328 Moussan, an XI - 1893  
329 Moussan, 1886 - 1924  
330 Moussoulens, an XI - 1879  
331 Mouthoumet, an XII - 1903  
332 Moux, 1813 - 1926  
333 Moux (voies ferrées, ligne de Caunes), 1884 - 1893  
334 Narbonne (bureau de bienfaisance), 1841 - 1912  
335 Narbonne (Canal de la Robine), an XI - 1929  
336 Narbonne (canaux, Lastours, Grand vignes, Sainte- Marie, Raonel), 822 - 1919  
337 Narbonne (commune et particuliers), an XII - 1849  
338 Narbonne (commune et particuliers), 1856 - 1877  
339 Narbonne (commune et particuliers), 1877 - 1886  
340 Narbonne (commune et particuliers), 1883 - 1902  
341 Narbonne (commune et particuliers), 1890 - 1893  
342 Narbonne (commune et particuliers), 1893 - 1904  
343 Narbonne (commune et particuliers), 1900 - 1906  
344 Narbonne (commune et particuliers), 1905 - 1920  
345 Narbonne (commune et particuliers), 1920 - 1930  
346 Narbonne (eau et fontaines), 1836 - 1877  
347 Narbonne (eau et fontaines), 1876 - 1899  
348 Narbonne (eau et fontaines), 1902 - 1905  
349 Narbonne (eau et fontaines), 1903 - 1904  
350 Narbonne (eau et fontaines), 1904 - 1913  
351 Narbonne (églises), 1831 - 1893  
352 Narbonne (électricité), 1898 - 1926  
353 Narbonne (établissements scolaires), 1882 - 1906  
354 Narbonne (gaz), 1859 - 1922  
355 Narbonne (hospices), an XI - 1846  
356 Narbonne (hospices), 1850 - 1923  
357 Narbonne (hôtel de ville), 1844 - 1855  
358 Narbonne (rivière d'Aude et Canal du Midi), 1828 - 1916  
359 Narbonne (routes et chemins), 1872 - 1926  
360 Narbonne (syndicats : basses plaines de Narbonne et de La Livière), 1899 - 1916  
361 Narbonne (terrains et casernements militaires), 1821 - 1903  
362 Narbonne (voies ferrées), 1856 - 1894  
363 Narbonne (voies ferrées), 1893 - 1905  
364 Narbonne (voies ferrées), 1899 - 1924

365 Narbonne (voies ferrées, tramways départementaux), 1901 - 1921  
366 Nébias, 1811 - 1926  
367 Nébian, 1811 - 1926  
368 Niort, 1858 - 1877  
369 Nouvelle (La) (commune et particuliers), 1843 - 1870  
370 Nouvelle (La) (commune et particuliers), 1874 - 1925  
371 Nouvelle (La) (port), an XII - 1901  
372 Nouvelle (La) (port), 1910 - 1925  
373 Ornaisons, an XII - 1927  
374 Orsans, 1838 - 1900  
375 Ouveillan, 1807 - 1881  
376 Ouveillan, 1883 - 1924  
377 Padern, 1814 - 1890  
378 Palairac, 1806 - 1866  
379 Palaja, 1807 - 1900  
380 Paraza, 1809 - 1883  
381 Pauligne, 1806 - 1909  
382 Payra, 1807 - 1828  
383 Paziols, an XII - 1893  
384 Pech-Luna, 1861 - 1923  
385 Pennautier, 1810 - 1907  
386 Pépieux, 1813 - 1927  
387 Pexiora, an XI - 1903  
388 Peyrefitte-du-Razès, 1924 - 1926  
389 Peyrefitte-sur-l'Hers, 1849 - 1850  
390 Peyrens, 1819 - 1891  
391 Peyriac-de-Mer, 1808 - 1921  
392 Peyriac-Minervois, 1819 - 1900  
393 Peyrolles, 1827 - 1855  
394 Pezens, an XI - 1896  
395 Pieusse, 1814 - 1906  
396 Plaigne, 1811 - 1911  
397 Plavilla, 1859 - 1874  
398 Pomarède (La), 1874  
399 Pomas, 1805 - 1898  
400 Pomy, 1883 - 1885  
401 Portel, an XII - 1910  
402 Pouzols, an XI - 1921  
403 Pradelles-Cabardès, 1809 - 1920  
404 Pradelles-en-Val, an XIII - 1830  
405 Preixan, 1806 - 1925  
406 Puginier, an XIII - 1830  
407 Puichéric, 1812 - 1925  
408 Puilaurens, 1810 - 1905  
409 Puivert, 1808 - 1906  
410 Quillan, 1807 - 1880  
411 Quillan, 1881 - 1930  
412 Quintillan, 1835 - 1907  
413 Quirbajou, 1814 - 1899  
414 Raissac-d'Aude, an XII - 1928  
415 Raissac-sur-Lampy, 1834 - 1926  
416 Rennes-le-Château, an XIII - 1882  
417 Rennes-les-Bains, an XIII - 1885  
418 Ribaute, 1813 - 1900  
419 Ribouisse, 1901 - 1903  
420 Ricaud, an XII - 1922

421 Rieux-en-Val, 1833 - 1899  
422 Rieux-Minervois, 1807 - 1926  
423 Rivel, 1820 - 1905  
424 Rodome, 1826 - 1908  
425 Roquecourbe-Minervois, 1807 - 1856  
426 Roquefère, 1833 - 1897  
427 Roquefeuil, 1811 - 1927  
428 Roquefort-de-Sault, an XII - 1904  
429 Roquefort-des-Corbières, an XII - 1930  
430 Roquetaillade, 1814 - 1903  
431 Roubia, an XII - 1894  
432 Rouffiac-d'Aude, 1820 - 1901  
433 Rouffiac-des-Corbières, 1827 - 1921  
434 Roullens, 1873 - 1899  
435 Routier, 1878 - 1897  
436 Rouvenac, 1814 - 1898  
437 Rustiques, 1881  
438 Saissac, an XI - 1893  
439 Sallèles-Cabardès, 1880 - 1904  
440 Sallèles-d'Aude, an XII - 1890  
441 Sallèles-d'Aude, 1891 - 1928  
442 Salles-d'Aude, 1813 - 1887  
443 Salles-d'Aude, 1885 - 1930  
444 Salles-sur-l'Hers, an XI - 1927  
445 Salsigne, 1806 - 1904  
446 Salvezines, 1886 - 1916  
447 Salza, 1814 - 1882  
448 Signalens, 1856  
449 Serpent (La), 1806 - 1910  
450 Serres, 1814 - 1926  
451 Serviès-en-Val, 1846 - 1917  
452 Sigean, 1807 - 1879  
453 Sigean, 1880 - 1928  
454 Sonnac, 1808 - 1826  
455 Sougraigne, 1825 - 1893  
456 Souilhanel, 1815 - 1901  
457 Souilhe, 1813 - 1883  
458 Soulatgé, 1813 - 1883  
459 Soupex, 1838 - 1902  
460 Saint-André-de-Roquelongue, 1806 - 1883  
461 Saint-Benoît, 1824 - 1892  
462 Sainte-Camelle, 1814  
463 Sainte-Colombe-sur-Guette, an XIII - 1914  
464 Sainte-Colombe-sur-l'Hers, 1828 - 1890  
465 Saint-Couat-d'Aude, 1806 - 1910  
466 Saint-Couat-du-Razès, 1887  
467 Saint-Denis, an XII - 1895  
468 Sainte-Eulalie, 1843 - 1904  
469 Saint-Ferriol, 1811 - 1882  
470 Saint-Frichoux, 1808 - 1909  
471 Saint-Gaudéric, 1877  
472 Saint-Hilaire, 1806 - 1926  
473 Saint-Jean-de-Barrou, 1807 - 1894  
474 Saint-Jean-de-Paracol, 1812 - 1928  
475 Saint-Julia-de-Bec, 1817 - 1909  
476 Saint-Julien-de-Briola, 1832 - 1927

477 Saint-Just-de-Belengard, 1817 - 1901  
478 Saint-Just-et-le-Bézu, 1806 - 1821  
479 Saint-Laurent-de-la-Cabrerisse, 1809 - 1925  
480 Saint-Louis-et-Parahou, 1809 - 1889  
481 Saint-Marcel, 1816 - 1925  
482 Saint-Martin-des-Puits, 1832 - 1847  
483 Saint-Martin-de-Villéréglan, 1808 - 1888  
484 Saint-Martin-Lalande, 1813 - 1908  
485 Saint-Martin-le-Vieil, 1822 - 1904  
486 Saint-Martin-Lys, 1808 - 1903  
487 Saint-Michel-de-Lanès, an XII - 1911  
488 Saint-Nazaire-d'Aude, 1811 - 1891  
489 Saint-Papoul, an XII - 1913  
490 Saint-Paulet, 1815 - 1882  
491 Saint-Pierre-des-Champs, an XIV - 1901  
492 Saint-Polycarpe, 1814 - 1918  
493 Saint-Sernin, 1837 - 1896  
494 Sainte-Valière, 1813 - 1882  
495 Talairan, an XII - 1886  
496 Taurize, 1806 - 1902  
497 Termes, 1814 - 1923  
498 Terroles, 1840 - 1841  
499 Thézan, 1822 - 1906  
500 Tourette (La), 1822 - 1887  
501 Tournissan, 1813 - 1904  
502 Tourouzelle, 1807 - 1894  
503 Tourreille, 1839 - 1847  
504 Trassanel, 1835 - 1906  
505 Trausse, 1807 - 1921  
506 Trèbes, 1807 - 1870  
507 Trèbes, 1873 - 1919  
508 Treilles, 1815 - 1898  
509 Tréziers, 1825 - 1893  
510 Tuchan, an XI - 1892  
511 Tuchan, 1894 - 1925  
512 Valmigères, 1817 - 1913  
513 Vendemiès, 1814  
514 Ventenac-Cabardès, 1813 - 1903  
515 Ventenac-d'Aude, 1807 - 1894  
516 Verdun, 1806 - 1902  
517 Verzeille, 1809 - 1908  
518 Vignevieille, 1814 - 1903  
519 Villalier, 1821 - 1924  
520 Villanière, 1848 - 1905  
521 Villardebelle, 1816 - 1886  
522 Villardonnell, 1813 - 1900  
523 Villar-en-Val, 1808 - 1856  
524 Villar-Saint-Anselme, 1814 - 1893  
525 Villarzel-Cabardès, 1807 - 1883  
526 Villarzel-du-Razès, 1813 - 1895  
527 Villasavary, 1815 - 1909  
528 Villautou, 1830 - 1894  
529 Villebazy, 1824 - 1886  
530 Villedaigne, 1863 - 1896  
531 Villedubert, 1834 - 1921  
532 Villefloure, 1883 - 1896

533	Villefort, 1822 - 1875
534	Villegailhenc, 1807 - 1898
535	Villegly, 1807 - 1907
536	Villelongue, 1816 - 1930
537	Villemagne, an XI - 1889
538	Villemoutaussou, 1833 - 1901
539	Villeneuve-la-Comptal, 1816 - 1864
540	Villeneuve-les-Corbières, 1899 - 1926
541	Villeneuve-les-Montréal, 1809 - 1898
542	Villeneuve-Minervois, an XII - 1908
543	Villepinte, 1806 - 1904
544	Villerouge, 1808 - 1914
545	Villesèque-des-Corbières, 1813 - 1913
546	Villesèquelande, 1827 - 1903
547	Villesisclè, 1812 - 1906
548	Villespy, 1806 - 1908
549	Villetritouls, 1812 - 1865
550	Vinassan, 1813 - 1910

5 K 551–552      Délibérations (procès-verbaux des séances)      1842 - 1870

551	16 décembre 1842 – 28 mars 1852
552	1 <sup>er</sup> mai 1853 – 19 juillet 1870

5 K 553–630      Décisions et arrêtés.      an VIII – 1926

553	2 messidor an VIII – 11 floréal an IX
554	11 floréal – 25 fructidor an IX
555-579	Contentieux des Domaines nationaux, an VIII - 1879
	555 - 2 prairial an VIII – 11 fructidor an IX (arrêtés d'éviction et autres relatifs aux individus compris sur les registres tenus par les commissaires chargés de rechercher les terrains communaux usurpés sur les communes)
	556 - 15 brumaire – 5 prairial an XIII (lacune)
	557 - 15 vendémiaire an XIV – 15 février 1806 (contributions, Domaines nationaux, établissements insalubres, fraude, voirie, etc.)
	558 - 11 vendémiaire – 25 floréal an X
	559 - 25 floréal an X – 5 messidor an XI
	560 - 5 messidor an XI – 25 thermidor an XII
	561 - 25 thermidor an XII – 9 nivôse an XIV
	562 - 2 janvier 1806 – 16 mars 1807
	563 - 16 mars 1807 – 30 janvier 1808
	564 - 30 janvier 1808 – 10 mai 1809
	565 - 10 mai 1809 – 21 août 1810
	566 - 11 septembre 1810 – 30 juillet 1812
	567 - 11 août 1812 – 29 février 1816
	568 - 14 mars 1816 – 27 février 1817
	569 - 27 février 1817 – 14 mars 1818
	570 - 14 mars 1818 – 13 avril 1820
	571 - 13 avril 1820 – 3 juillet 1824
	572 - 10 juillet 1824 – 30 août 1828
	573 - 27 septembre 1828 – 1 <sup>er</sup> août 1834
	574 - 11 août 1834 – 10 septembre 1840
	575 - 19 septembre 1840 – 2 février 1848
	576 - 2 février 1848 – 9 juillet 1857
	577 - 20 juillet 1857 – 17 décembre 1867
	578 - 7 février 1868 – 18 février 1879
	579 - 18 février – 26 novembre 1879

580 Domaines nationaux, contentieux (actes sujets à l'enregistrement),  
15 novembre 1810 – 19 juin 1817

581 – 583 Elections, 1835 – 1881

581 - 17 août 1835 – 8 septembre 1846  
582 - 8 septembre 1846 – 2 septembre 1867  
583 - 20 janvier – 5 décembre 1881

584 – 627 Matières générales (affaires diverses), 1834 - 1926

584 - 22 février 1834 – 7 mars 1843  
585 - 13 juin 1853 – 21 décembre 1857  
586 - 11 janvier 1858 – 30 décembre 1862  
587 - 2 janvier 1863 – 27 décembre 1868  
588 - 5 décembre 1873 – 27 décembre 1879  
589 - 9 janvier – 10 décembre 1880  
590 - 7 janvier – 21 décembre 1881  
591 - 2 janvier – 22 décembre 1882  
592 - 15 janvier – 28 décembre 1883  
593 - 15 janvier – 29 décembre 1884  
594 - 10 mai 1884 – 4 décembre 1885  
595 - 9 janvier - 4 décembre 1885  
596 - 13 janvier – 27 décembre 1886  
597 - 2 janvier – 30 décembre 1887  
598 - 3 janvier – 23 décembre 1888  
599 - 7 janvier – 23 décembre 1889  
600 - 3 janvier – 23 décembre 1890  
601 - 2 janvier – 29 décembre 1891  
602 - 6 janvier – 30 décembre 1892  
603 - 3 janvier – 30 décembre 1893  
604 - 5 janvier – 29 décembre 1894  
605 - 15 janvier – 27 décembre 1895  
606 - 4 janvier – 29 décembre 1896  
607 - 11 janvier – 31 décembre 1897  
608 - 8 janvier – 31 décembre 1898  
609 - 6 janvier – 29 décembre 1899  
610 - 15 janvier – 31 décembre 1900  
611 - 5 janvier – 27 décembre 1901  
612 - 3 janvier – 31 décembre 1902  
613 - 9 janvier – 28 décembre 1903  
614 - 2 janvier – 30 décembre 1904  
615 - 5 janvier – 30 décembre 1905  
616 - 23 janvier – 22 décembre 1906  
617 - 1<sup>er</sup> février – 23 décembre 1907  
618 - 18 janvier – 30 décembre 1908  
619 - 2 janvier – 21 décembre 1909  
620 - 25 janvier – 31 décembre 1910  
621 - 20 janvier 1911 – 30 décembre 1912  
622 - 10 janvier – 13 décembre 1913  
623 - 14 janvier 1914 – 28 décembre 1917  
624 - 28 janvier 1918 – 23 décembre 1920  
625 - 2 février 1921 – 30 décembre 1922  
626 - 3 janvier 1923 – 29 décembre 1925  
627 - 13 janvier – 29 septembre 1926

628 – 630 Taxes communales et syndicales, 1893 – 1926

628 - 17 novembre 1893 – 29 décembre 1899

629 - 28 février 1901 – 21 décembre 1909  
630 - 11 février 1910 – 17 mars 1926

5 K 631-636      Répertoires des décisions et arrêtés.      1893 - 1928

631 – 635    Matières générales, 1893 - 1928

631 - 1<sup>er</sup> janvier 1893 – 14 octobre 1899  
632 - 30 octobre 1899 – 20 mai 1904  
633 - 27 mai 1904 – 25 mai 1910  
634 - 25 mai 1910 – 14 mars 1924  
635 - 27 mars 1924 – 24 avril 1928

636            Taxes communales, 28 juillet 1893 - 17 mars 1926

5 K 637-655      Registres d'ordre du contentieux.      an X - 1935

637 – 643    Matières générales, an X - 1926

637 - 11 vendémiaire an X – 25 vendémiaire an XIII  
638 - 16 décembre 1842 – 30 décembre 1862  
639 - 11 janvier 1843 – 18 juin 1870  
640 - 4 janvier 1843 – 27 janvier 1880  
641 - 25 avril 1863 – 28 mai 1874  
642 - 25 avril 1863 – 20 juin 1889  
643 - 18 février 1888 – 23 octobre 1926

644 – 648    Elections, 1884 - 1926

644 – Carcassonne, 1884 - 1925  
645 – Castelnaudary, 1884 - 1925  
646 – Limoux, 1884 - 1925  
647 – Narbonne, 1884 - 1925  
648 – Les quatre arrondissements réunis, 1898 – 1926

649 – 653    Contributions, réclamations des particuliers, 1906 - 1935

649 – Carcassonne et Castelnaudary, 1921 - 1930  
650 – Limoux, 1920 - 1930  
651 – Narbonne, 1926 – 1930  
652 – 653 Gestions des receveurs et percepteurs, 1906 - 1935  
652 – 1906 - 1920  
653 – 1921 – 1935

654            Référés, 29 janvier 1898 – 21 septembre 1926

655            Pourvois au Conseil d'Etat, 24 mars 1893 – 14 février 1931